

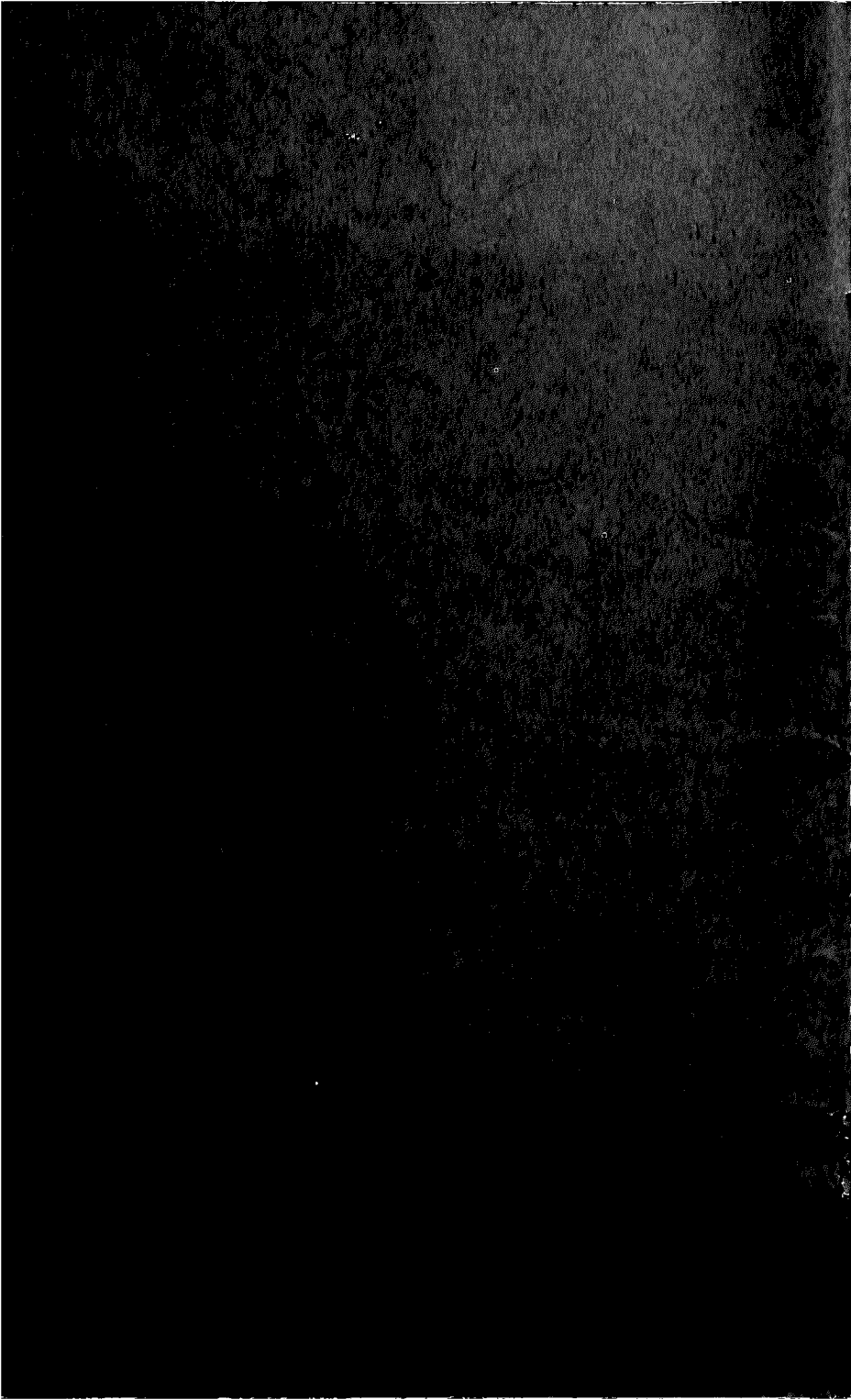
LE MOUVEMENT ÉTUDIANT TUNISIEN

(1950-1972)

Itinéraire idéologique
et politique

Publication ANTHUSAL

Centre d'études et de recherches sociales



104 ✓

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT TUNISIEN

(1950 - 1972)

**Itinéraire idéologique
et politique**

Publication AN-NIDHAL

Organe Tunisien de la Révolution Arabe

marqué son évolution et à déterminer ses périodes charnières, afin de retracer son itinéraire idéologique et politique et comprendre sa logique interne.

De même, nous ne présentons pas ici une étude exhaustive de la gauche révolutionnaire tunisienne et des groupes politiques qui l'animent. Une telle étude, qui reste à faire, déborde le cadre étudiant et mérite de plus amples développements historiques, théoriques et politiques. Pour les besoins de l'analyse, nous avons été néanmoins amenés à parler de ces groupes sous l'angle de leur intervention dans la lutte étudiante et dans la mesure où ils ont influencé leur cours. Pour ce faire, un minimum de développement théorique et politique est apparu nécessaire dans la mesure où il éclaire leur stratégie.

1ère PARTIE

LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Le mouvement étudiant organisé n'est pas né avec l'U.G.E.T., loin de là ; il avait déjà pris une forme structurée avec « La Voix de l'Étudiant Zitounien » (VEZ) et formulé des revendications spécifiques après s'être, pendant longtemps, confondu avec des associations dirigées par des intellectuels et dont le rôle consistait surtout à animer une vie culturelle et à aider financièrement, à l'occasion, des étudiants (1). Mais la défense des intérêts des étudiants en tant que catégorie sociale ne fut prise en main par eux-mêmes qu'à partir de 1950, lorsqu'ils se dégagèrent de la tutelle de ces associations et structurèrent leur mouvement.

C'est l'essor du mouvement nationaliste, dans la dernière étape de la lutte pour l'indépendance (début des années 50) qui a donné l'impulsion décisive à l'organisation du mouvement étudiant à l'échelle nationale. Depuis, tant sur le plan organisationnel que sur celui de ses revendications et de ses formes d'action, le mouvement étudiant n'a cessé de subir les effets des transformations opérées à l'échelle du pays.

Le mouvement étudiant organisé a vécu deux époques, différentes par leur contexte historique et les problèmes posés, mais toutes deux riches en enseignements. La première, courte, est celle de la VEZ. Pour la comprendre, il y a lieu de tenir compte du contexte national du début des années 50 dominé par la lutte que menait le Néo-Destour, parti de la petite-bourgeoisie, contre d'une part le colonialisme et, d'autre part, la bourgeoisie traditionnaliste et conservatrice.

La seconde, plus longue et plus riche en développements, est celle du mouvement étudiant moderne. Elle s'étend **grosso-modo** de la naissance de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (U.G.E.T.) en 1953 à nos jours. Elle couvre vingt années de luttes au cours desquelles le mouvement a connu des hauts et des bas mais n'a cessé, dans l'ensemble, de se radicaliser. Son histoire est celle de ses rapports avec le régime et de l'évolution qu'a subie son avant-garde.

(1) Ces associations, qui étaient l'émanation des deux courants culturels opposés, le traditionnaliste et le moderne (représenté par les « Anciens de Sadiki »), servirent aussi, dans une certaine mesure, comme couverture à une activité politique menée par le mouvement nationaliste dans le milieu intellectuel.

Ces deux étapes se sont chevauchées, le déclin de la VEZ ayant correspondu à la naissance et à la montée du mouvement étudiant moderne symbolisé par l'U.G.E.T. Celle-ci acheva, lors de l'acquisition de l'indépendance en 1956, d'absorber celle-là, pour apparaître comme l'unique représentant des intérêts de l'ensemble des étudiants tunisiens.

LE MOUVEMENT ETUDIANT ZITOUNIEN

L'organisation à l'échelle nationale du mouvement étudiant a fait son apparition dans le secteur de l'enseignement traditionnel (2), celui précisément qui avait subi le plus les effets de la désarticulation des structures socio-économiques consécutives à la pénétration coloniale.

Cet enseignement fut de tout temps dominé par une oligarchie d'enseignants issus des grandes familles féodalo-bourgeoises de la capitale qui en falsaient une chasse gardée (3). Par ailleurs, compte tenu de ses programmes et de la concurrence de l'enseignement moderne qui se développait, il était condamné à n'avoir comme débouchés qu'un secteur d'emploi de plus en plus réduit et qui, de surcroît, était monopolisé par la bourgeoisie citadine (enseignement, notariat, fonctions religieuses...).

Contre la mainmise du mandarinat tunisois, les étudiants zitouniens luttèrent depuis le début du siècle pour une démocratisation de l'enseignement au profit de la petite-bourgeoisie de province. Ils imposèrent ainsi l'ouverture de nombreuses annexes dans le pays. Ce résultat eut deux conséquences : l'augmentation du nombre des étudiants (4) et la modification de la composition sociale de l'Université (prédominance des éléments petits-bourgeois et paysans).

La première fit rebondir le problème de la Zitouna dans la mesure où l'accroissement du nombre des diplômés se heurta au manque de débouchés, ce qui annulait les effets attendus de la démocratisation. La seule solution à ce problème était l'adaptation de l'enseignement traditionnel aux structures socio-économiques qui évoluaient irrésistiblement vers la modernisation, aux fins d'un élargissement des perspectives d'emplois et d'une meilleure intégration du cadre zitounien dans la société. C'est vers ce but que tendit l'effort du mouvement étudiant zitounien dans la période qui suivit la deuxième guerre mondiale.

Quant à la seconde, elle donna plus de vigueur à ce mouvement dans la lutte qu'il mena contre le conservatisme du corps professoral et l'immobilisme des autorités administratives. L'atmosphère ne tarda pas à devenir explosive à l'Université et le conflit éclata en 1950. En février de cette année, le « Parlement Zitounien », réunis-

(2) C'est l'Université de la Zitouna, vieille de plusieurs siècles, qui dispensait cet enseignement fait de théologie et de littérature à une infime minorité d'étudiants.

(3) Les titulaires des chaires appartenaient toujours à ces grandes familles.

(4) Le nombre des annexes passa de 6 en 1908 à 25 en 1950, et celui des étudiants de 1 000 à 15 000 aux mêmes dates. (D'après des documents cités par Mohamed Ben-Mahfoudh dans « Le mouvement étudiant en Tunisie », Mémoire, 1964, Faculté de Droit de Paris.)

sant l'ensemble des délégués des classes des annexes et du centre vota un manifeste en seize points appelé « Constitution Zitounienne » où furent exprimées les principales revendications du mouvement, essentiellement de plus grands moyens matériels pour l'enseignement zitounien, la revalorisation de son contenu et son extension à l'échelle nationale sous la forme de facultés spécialisées en théologie, philosophie, lettres, histoire, géographie et sciences. Février 1950 vit ainsi naître « la Voix de l'Étudiant Zitounien » qui désigne à la fois le mouvement étudiant et son journal.

La lutte menée par la VEZ pour la réforme de l'enseignement zitounien, aussi légitime qu'elle ait pu paraître, ne fut pas exempte d'ambiguïtés. L'ampleur des revendications traduit en effet la volonté d'imposer l'hégémonie de la Zitouna sur l'enseignement en Tunisie, en partant d'une vision arabo-islamique de la société. La lutte menée prit ainsi des accents anti-modernistes. Or, l'enseignement moderne qui prévalait en Tunisie et bénéficiait à un secteur de plus en plus large de la petite et moyenne bourgeoisie, répondait aux nouvelles structures économiques et administratives introduites par la colonisation et au contrôle desquelles aspirait précisément cette fraction de la bourgeoisie tunisienne à travers la lutte de libération.

La bourgeoisie nationale a toujours vu dans l'enseignement moderne type Sadiki, bilingue (5), le meilleur moyen de préserver la personnalité culturelle tunisienne tout en luttant contre le sous-développement culturel et technique dans lequel elle voyait l'obstacle majeur à son émancipation économique après l'indépendance, et à son entrée dans le concert des nations modernes.

À l'opposé, la grande bourgeoisie traditionnelle voyait dans les valeurs arabo-islamiques un instrument de lutte idéologique contre tout ce qui pouvait remettre en cause son assise économique : les structures de production archaïques, base matérielle du maintien de l'enseignement traditionnel.

Ce sont là deux conceptions différentes qui ont opposé deux fractions de la bourgeoisie tunisienne et qui donnent tout son sens à la lutte que le Néo-Destour mena contre les politiciens traditionalistes et conservateurs du Vieux Destour. C'est à ce dernier que la VEZ s'est d'abord liée — avant de soutenir, plus tard, le mouvement youssefiste — pour s'exprimer idéologiquement comme le défenseur de structures et de rapports socio-économiques historiquement condamnés.

Ainsi, au cours de sa lutte, la VEZ a vécu une double contradiction. Face à l'administration coloniale, elle mena une lutte revendicative qui pouvait apparaître comme une donnée positive allant dans le sens du mouvement de libération nationale ; mais pour l'administration coloniale, aux prises surtout avec le Néo-Destour, le mouvement zitounien ne constituait pas un problème en soi ; il était simplement un facteur supplémentaire d'agitation politique, ni plus ni moins (6).

(5) Le collège Sadiki, créé en 1875, forma l'élite administrative tunisienne à l'époque du protectorat ainsi que les principaux cadres du Néo-Destour.

(6) Dès décembre 1951, les Zitouniens prirent part aux luttes menées par les étudiants et les élèves de l'enseignement moderne sous l'égide du Néo-Destour.

Face au Néo-Destour, qui tenait à garder le leadership national et à maintenir l'unité des classes sociales autour de lui, au besoin par la liquidation de tout ce qui pouvait s'y opposer, le mouvement étudiant zltounien, lié aux forces politiques traditionnalistes, apparut bel et bien comme un obstacle et fut combattu comme tel.

La nature et l'ampleur des revendications formulées par la VEZ reflètent exactement l'impasse dans laquelle elle se trouvait. En effet, par ses revendications maximalistes, elle tendait à résoudre, au sein de l'Université, une contradiction soluble seulement à l'échelle nationale : celle qui mettait aux prises le Néo-Destour, expression politique de la petite bourgeoisie de plus en plus consciente de ses intérêts de classe, d'une part, avec le colonialisme français et les forces politiques conservatrices, d'autre part. En méconnaissant la faillite politique de celles-ci et en sous-estimant la volonté d'émancipation de celle-là ainsi que son rôle dans le mouvement de libération nationale, la VEZ a mené, en définitive, un combat d'arrière-garde condamné à l'échec.

En conclusion, on peut dire que le mouvement étudiant organisé n'engloba, jusqu'à la naissance de l'U.G.E.T. en 1953, qu'une fraction du corps des enseignants en Tunisie, ceux de la Zitouna, et se développa en tant que réaction de défense contre un processus de dévalorisation sociale de l'enseignement traditionnel. Cette dévalorisation n'était que le reflet, au sein de l'Université, de la décomposition progressive et inéluctable de la société traditionnelle et de son mode de production sous l'effet de la pénétration du colonialisme et de l'accroissement du rôle économique et politique de la petite bourgeoisie des villes et du prolétariat. Ces transformations ont enlevé toute base objective au développement de la VEZ dont la faillite est à rapprocher de celle du Vieux Destour, l'une et l'autre sanctionnant en fait un même mouvement engagé à contre-courant d'un processus historique de transformations économiques et sociales irréversible.

En 1952, le Néo-Destour donna un coup d'accélérateur à la régression de la VEZ, encourageant la montée et l'organisation d'un mouvement étudiant moderne qui prendra forme dans l'U.G.E.T.

LE MOUVEMENT ETUDIANT MODERNE

Le mouvement étudiant moderne n'a pas attendu la naissance officielle de l'U.G.E.T. pour participer à la lutte de libération nationale. Ses premières manifestations, engagées en dehors de tout cadre organisationnel, furent essentiellement politiques (7). L'U.G.E.T., issue du Congrès tenu du 10 au 13 juillet 53, entérinera l'engagement du mouvement étudiant dans cette voie, ainsi qu'en témoigne sa première plate-forme. Depuis, le mouvement étudiant ne cessera d'évoluer sous la poussée des transformations de la société et des difficultés que connaîtra le régime bourguibiste.

(7) Agitation et grèves des cours des élèves et étudiants en Tunisie dès décembre 1951 ; grèves de la faim et des cours des étudiants à Paris ; participation directe aux activités politiques du Néo-Destour et aux actions de sabotage dans les villes.

L'analyse du mouvement étudiant moderne nécessite d'avoir sans cesse à l'esprit trois données principales.

La première est la nature du régime bourguibiste et ses formes de domination politique, qui ôtent à l'étudiant toute possibilité de s'exprimer dans un cadre démocratique et le sensibilisent à l'atmosphère d'oppression qui règne dans le pays.

La deuxième est constituée par les effets combinés de la « démocratisation » de l'enseignement entreprise par le régime dès la fin des années 50, et de l'échec du Plan en matière de création d'emplois.

Enfin, la troisième donnée réside dans la nature même du mouvement étudiant, qui éclaire ses objectifs, ses formes d'action et ses limites.

Ces trois facteurs ont joué à des degrés divers tout au long de la période qui s'est écoulée depuis la naissance de l'U.G.E.T. et ont imprimé à la courbe des luttes étudiantes un profil très évocateur de l'évolution des rapports du pouvoir avec les étudiants.

L'histoire du mouvement étudiant peut être divisée en quatre périodes. La première va de 1953 à 1956 et verra « l'objectif national » mobiliser le mouvement étudiant derrière le Néo-Destour. La seconde s'étend jusqu'en 1960 et révélera les premiers signes de crise du mouvement étudiant qui restera néanmoins dans le sillage du Néo-Destour. Dès 1960, débute l'ère d'une critique du régime qui ira crescendo jusqu'à sa contestation globale, en mars 1968, par la fraction la plus avancée du mouvement étudiant. De mars 1968 à février 1972, l'hostilité gagne toute la jeunesse universitaire et lycéenne.

PREMIERE PERIODE : 1953-1956. L'U.G.E.T. ET « L'OBJECTIF NATIONAL »

Jusqu'à l'acquisition de l'indépendance, « l'objectif national » constituera la pierre de touche du mouvement étudiant et tout lui sera subordonné. Ce choix fondamental d'où découle la caution apportée par le syndicat étudiant au Néo-Destour, a deux raisons principales.

D'une part, dans le contexte politique de l'époque où nul courant révolutionnaire ne faisait pendant à ce parti, le niveau de conscience du mouvement étudiant s'accommodait parfaitement du mot d'ordre de libération nationale qui reléguait au second plan, sinon ignorait totalement, les contradictions de classe au sein même de la société tunisienne. Cela se traduisit au sein de l'U.G.E.T. par un consensus général sur la stratégie et la tactique du Néo-Destour. Le Parti Communiste Tunisien, qui adhéraît alors à la thèse de l'Union Française, a été incapable de fournir une alternative de classe susceptible d'impulser la naissance d'une opposition révolutionnaire au sein du mouvement étudiant.

D'autre part, les étudiants étaient conscients de former une catégorie sociale devant largement bénéficier de la tunisification des structures qu'impliquait l'indépendance (8). Ils se comportèrent donc comme une fraction de la classe représentée par le Néo-Destour :

(8) La tunisification était l'une des revendications formulées dans la plateforme du 1^{er} Congrès de l'UGET.

de vue, mais cela ne débouchait sur aucun résultat concret, sinon sur des compromis dans la rédaction de motions que les pressions politiques venues de l'extérieur et les tractations de toutes sortes engagées entre congressistes de droite et de gauche réduisaient à une série de « considérants », de « recommandations » et de professions de foi, le tout couronné par le sempiternel « hommage à la sagesse et à la clairvoyance du Combattant Suprême ». Aussi, dans l'ensemble, les congrès de l'U.G.E.T. ne reflétèrent jamais réellement, au cours de cette période, que la volonté du pouvoir de contrôler l'Union et une certaine mollesse de la base traduisant la coïncidence des intérêts de l'ensemble des étudiants avec ceux du régime en voie de consolidation (11). Derrière une façade encore relativement démocratique, le scénario des congrès était réglé à l'avance dans ses grandes lignes par l'appareil de l'U.G.E.T. en étroite collaboration avec les responsables du parti. La gauche de l'U.G.E.T., alors représentée essentiellement par les communistes, restait désespérément impuissante face à cet état de choses, et ce ne sont pas la stratégie et la tactique qu'elle adopta pour mener sa lutte dans le cadre de l'Union qui pouvaient lui donner les moyens d'influencer le cours des choses.

LA GAUCHE DU MOUVEMENT ETUDIANT

Elle a été à la fois un élément de mobilisation de la base en certaines circonstances, et de confusion politique à une époque où, en Tunisie, la bourgeoisie consolidait ses assises aux dépens des masses laborieuses.

Deux éléments composaient cette gauche. D'une part, ce qu'il était convenu d'appeler la « gauche destourienne », d'autre part, les étudiants communistes alors forts, principalement à Paris, d'un important noyau de militants actifs.

Le concept de « gauche destourienne » ne recouvrait aucune réalité politique particulière. Il désignait beaucoup plus certaines attitudes et pratiques politiques au sein de l'U.G.E.T., qu'une tendance individualisée au sein du Néo-Destour. La composition de cette « gauche » et ses motivations en témoignent. Essentiellement composée d'éléments issus de la petite bourgeoisie provinciale, elle affichait une volonté réformiste et aimait à se démarquer, à l'occasion, d'une droite regroupant *grosso-modo* les bényouïou du Néo-Destour et des éléments issus de la grande bourgeoisie de la capitale. Cette « gauche » qui savait contrôler ses réflexes anti-communistes gagna l'appui des étudiants communistes, appui qui lui conféra toutes les apparences d'une force au sein de l'Union.

En effet, la « gauche destourienne » ne tirait sa force ni d'un programme particulier ni de son nombre, réduit. Face à l'appareil du

(11) La nature petite-bourgeoise du mouvement étudiant trouve sa meilleure illustration dans la position de neutralité prudente pour laquelle il opta lors de la scission de l'UGTT. Lors du Congrès d'août 1957, l'adoption de la « Charte de l'étudiant », qui affirmait l'autonomie de l'UGET et sa volonté de se placer au-dessus des clans, marquait la volonté du Congrès d'éviter une condamnation ouverte du pouvoir.

Néo-Destour, elle ne pouvait en discuter les ordres, ni dépasser certaines limites dans ses dispositions unitaires à l'égard des étudiants communistes. Au total réduite à quelques éléments dispersés dans les sections de l'U.G.E.T. en France, représentée surtout par des responsables de la section de Paris, qui joua durant de nombreuses années un rôle moteur au sein de l'U.G.E.T., elle restait intimement solidaire du Néo-Destour et du régime, exécutant les directives du premier et défendant les intérêts du second. Son hostilité à l'égard des éléments les plus ouvertement réactionnaires et anti-communistes doit être comprise comme le témoin de velléités réformistes mais surtout comme le prolongement, au sein de l'Union, des luttes de fractions qui se développaient déjà au sein de l'appareil du pouvoir et du parti (12). De même, ses dispositions à collaborer avec les étudiants communistes — c'est-à-dire, en fait, à accepter leur appui — étaient motivées par des raisons de tactique électorale à l'approche des congrès et des assemblées de sections.

Ses possibilités de manœuvres lui furent donc fournies par l'appui que le groupe communiste lui accorda conformément à la stratégie du « soutien critique » de « l'aile gauche » de la bourgeoisie nationale, défendue encore aujourd'hui par le P.C.T. L'avantage tiré de cette stratégie sur le plan syndical bénéficia non aux communistes, bien sûr, ni à la « gauche destourienne » en tant que courant, mais en réalité à toute la direction néo-destourienne de l'U.G.E.T. et en particulier à celle qui, à Paris, coiffait aussi bien la section syndicale que la fédération du parti et qui tirait profit de l'illusion que nourrissait le groupe communiste d'opposer une gauche à une droite au sein du Néo-Destour. En effet, en distinguant deux pôles opposés, l'un « progressiste » et l'autre « réactionnaire », la gauche communiste laissait entendre que ce dernier était la source des difficultés de l'Union ; celle-ci irait donc mieux si le front de la gauche se renforçait sans cesse. En réalité, sans cesse le groupe communiste offrait la possibilité au Néo-Destour de permuer ses pions, de couleur différente mais remplissant tous la même fonction au sein de l'U.G.E.T., pour sortir de situations difficiles (13). Les néo-destouriens de « gauche » pouvaient ainsi se prévaloir, face à leurs collègues de « droite », de l'appui d'une large base syndicale pour accéder aux postes de responsabilité dans l'appareil de l'U.G.E.T., premier pas vers la promotion politique et sociale dans le cadre du régime. Et l'expérience a montré clairement par la suite quelle était déjà la fonction de l'appareil de l'U.G.E.T. : **fabriquer les instruments servant**

(12) On parlait déjà des partisans de Mongi Slim et de Mehiri par opposition à ceux qui appuyaient Bourguiba.

(13) L'illustration la plus éclatante en fut donnée à l'époque par le désistement d'un délégué communiste au congrès national, au bénéfice d'un candidat non élu, et non des moindres, puisqu'il s'agit de M'hamed Chaker, alors secrétaire général de la fédération de France du Néo-Destour, aujourd'hui haut fonctionnaire au Ministère de l'Intérieur. Aux militants communistes qui restèrent bouche bée devant cette tactique inattendue décidée « au sommet », on expliqua alors qu'elle était motivée par le désir de ne pas effrayer le Néo-Destour et d'éviter que ses foudres frappent ses éléments « progressistes » — risque d'autant plus grand qu'en plus de l'échec de M'hamed Chaker, un candidat communiste était arrivé en tête de la liste des délégués au congrès — (« Al-Kifah », n° 5). En d'autres termes, le groupe communiste se chargeait de réduire les tensions qui pouvaient apparaître au sein de la fédération de France du Néo-Destour.

à asseoir et à défendre le régime, tout particulièrement par l'enca-drement et la répression de la jeunesse et de l'intelligentsia. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur la trajectoire suivie par les divers Présidents et Secrétaires Généraux qui se sont succédés à la tête de l'Union, et de leurs collaborateurs au bureau exécutif et à la commission administrative (14).

Mais la stratégie des communistes ne facilita pas seulement la promotion politique et sociale des néo-destouriens « de gauche » de l'U.G.E.T. ; elle entretint aussi la confusion quant à la véritable nature du pouvoir et de son principal instrument, le Néo-Destour. N'y a-t-il pas espoir, en aidant à l'ascension politique des intellectuels qui manifestent, au sein de ce parti, des tendances progressistes, de barrer la route à la réaction ? Telle est l'illusion qu'a nourrie — et nourrit encore — le P.C.T., illusion entretenue par l'opportunisme et l'hypocrisie de la « gauche » destourienne, et qui maintint dans la confusion politique de nombreux militants et sympathisants communistes.

L'avantage que les communistes étaient censés tirer d'une telle stratégie est double. D'abord, une sorte de réhabilitation politique : le P.C.T., qui a longtemps ignoré la lutte de libération nationale en défendant la thèse de l'Union Française, cherchait à faire oublier cet épisode de son histoire en se présentant comme un parti « national » à travers la reconnaissance du leadership de la bourgeoisie ; ensuite, la conservation de sa légalité qu'il espérait naïvement garder à travers la consolidation du courant réformiste au sein du Néo-Destour et, éventuellement, l'ascension de ce courant au pouvoir (15).

Mais ce ne sont là, pour le P.C.T., que les avantages d'une stratégie et non ses raisons profondes. Celles-ci procèdent de l'idée principale que le rôle de la bourgeoisie nationale n'a pas pris fin avec la construction d'un « Etat national », car entre cette classe et l'impérialisme persistent des contradictions. L'objectif est donc de soutenir l'aile « la plus dynamique et la plus anti-impérialiste » de la bourgeoisie, estimée capable de résoudre, à travers la défense de ses propres intérêts, les problèmes du sous-développement. Tout au long de l'étape de la construction d'une économie « nationale » sous l'égide de la bourgeoisie, les travailleurs ne constitueraient qu'une force d'appoint au service de cette dernière. Selon le P.C.T., en effet,

(14) Outre ceux qui ont occupé, et occupent encore, de hautes fonctions dans l'Etat et le parti tels Mansour Moalla et Abdelmajid Chaker, il y a ceux qui se sont particulièrement distingués par les services rendus au régime en matière d'organisation et de conduite de la répression à l'échelle nationale et tout particulièrement à l'Université. Ainsi, en mars 1968 par exemple, cette répression a été prise en main par Mokhtar Zannad, Abdelhamid Ammar, Mohamed Ben Ahmed, tous anciens secrétaires généraux, et exécutée avec la participation de Hédi Attia, Mostefa Behira, Debbèche et Kéfi, tous anciens membres du bureau exécutif ; alors que dans les sphères de direction, deux autres anciens SG, Mohamed Sayah, ancien membre du PCT passé au Néo-Destour dont il est devenu le directeur, et Tahar Belkhodja, directeur de la Sûreté, supervisaient les opérations (« Perspectives », n° 18).

(15) L'expérience montra par la suite qu'une telle éventualité (le ben-salhisme) ne mettait pas le PCT à l'abri d'une interdiction (1963).

la classe ouvrière « n'a pas de privilèges particuliers à défendre, et ses intérêts coïncident avec l'intérêt national bien compris » (16).

Au plan national, une telle stratégie n'a aucun fondement sérieux, la bourgeoisie n'étant qu'une pièce du système de domination impérialiste, incapable d'avoir une politique indépendante. Au plan syndical, elle entretient la confusion sur la véritable nature du régime et les intérêts qu'il défend. D'ailleurs, l'alliance avec la « gauche destourienne » n'a été dans les faits qu'un leurre. Celle-ci se volatilisait chaque fois que la conjoncture ne lui permettait pas d'afficher son alliance avec les communistes. Par ailleurs, la satellisation et la bureaucratisation qui gagnaient l'Union enlevaient au concept de la « gauche destourienne » tout son sens, les ordres tombant du sommet devant être exécutés sans considération des formes démocratiques.

Ainsi, de 1956 à 1960, le mouvement est resté dans le sillage du régime, glissant progressivement mais irrésistiblement vers un syndicalisme corporatiste que la direction s'efforcera sans cesse de dépolitiser pour éviter les débats où le pouvoir risquait d'être mis en question, tout en gardant la possibilité de lui affirmer son soutien par la fidélité sans cesse exprimée à « la sagesse » et à « la clairvoyance » du « Combattant Suprême ». Durant cette période, la gauche communiste n'a pas joué son rôle d'avant-garde consistant, par-delà les revendications matérielles et morales, à définir le véritable contenu du régime qui venait de s'installer en Tunisie et à dégager du fatras idéologique du Néo-Destour son orientation anti-populaire. Tout au contraire, cette gauche s'est désespérément accrochée à un esprit de collaboration avec une fraction des représentants de ce parti à l'U.G.E.T., alors même que cette dernière se sclérosait irrésistiblement et passait sous la coupe du pouvoir au fur et à mesure que le régime bourguibiste, après s'être débarrassé de l'opposition ouvrière en 1956, consolidait ses bases en se dotant de tous les attributs d'un pouvoir fort, à savoir : un parti unique omnipotent (17), un Parlement totalement soumis à la volonté de l'Exécutif, une presse servile et des moyens de répression sans cesse croissants visant à décourager toute velléité d'opposition. Dans le cadre d'une telle évolution, que pouvaient être les ambitions des dirigeants de l'Union sinon l'accès aux privilèges de la nouvelle bourgeoisie à travers la détention d'une parcelle d'autorité à un quelconque échelon de la hiérarchie politique, administrative ou économique, et ce, par le biais d'un apprentissage dans l'appareil de l'U.G.E.T. ?

TROISIEME PERIODE : 1960-1968. VERS UNE CRITIQUE RADICALE DU REGIME

L'individualisation de cette période tient essentiellement à l'appa-

(16) Résolution du 7^e Congrès du P.C.T. Cette orientation n'est pas propre à ce parti. Elle découle de la stratégie stalinienne qui attribue aux bourgeoisies du tiers-monde des vertus révolutionnaires et leur confère le rôle de direction du mouvement de libération nationale.

(17) Le Néo-Destour lui-même a subi, par la suppression des fédérations, un remaniement dans le sens d'un plus grand centralisme, permettant à Bourguiba d'user, pour accroître son pouvoir sur le pays, d'un instrument d'une docilité à toute épreuve.

rition et à l'intervention, dans les luttes étudiantes, d'une nouvelle gauche organisée. Cette gauche est le résultat de l'évolution de la situation intérieure tunisienne, de la sclérose de l'U.G.E.T. et de la carence du P.C.T. qui n'offrait manifestement aucune perspective à une base étudiante de plus en plus opposée au régime et nettement influencée par les expériences révolutionnaires qui se développaient dans le monde, et par la crise du mouvement ouvrier international.

CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

— Au plan national, cette période fut marquée par un dirigisme de l'Etat appelé « socialisme destourien », nouvelle idéologie du régime, et par un mécontentement social quasi généralisé. Un durcissement de la répression bourguibiste répondit aux diverses manifestations d'opposition à la politique ben-salhiste qui apparurent dès le début des années 60 et ne cessèrent de se développer (grèves ouvrières, manifestations paysannes, agitation estudiantine). Outre une mainmise accrue du Néo-Destour sur le pays et un arbitraire jusque là jamais vu et lié à la toute-puissance des gouverneurs, le pouvoir entreprit d'une part, de réduire la combativité des travailleurs par la création, en 1965, des cellules professionnelles du Parti Socialiste Destourien (18) destinées à supplanter, dans les entreprises, les sections syndicales ouvrières et, d'autre part, de museler l'opposition estudiantine par la tentative de dissolution de l'U.G.E.T., au cours de la même année, dans la Fédération des Etudiants Destouriens (19).

En renforçant ainsi son emprise sur les organisations nationales, le régime accrut le sentiment de vide politique, le découragement de ceux qui croyaient encore à une collaboration avec lui — à l'exclusion des communistes qui continuaient à prêcher un « soutien critique » — la lassitude, sinon l'exaspération des masses. Bref, il créa de ses propres mains les conditions d'une radicalisation du mouvement étudiant, radicalisation qui, de surcroît, trouvait dans le contexte international des raisons de se manifester.

— Au plan international, deux séries de faits ont eu, en effet, un impact décisif sur le mouvement étudiant.

D'abord, la politique extérieure du régime, marquée par les thèses conciliatrices et défaitistes de Bourguiba sur la question palestinienne et par le soutien inconditionnel au génocide perpétré par les impérialistes américains contre le Vietnam. Cette politique a poussé dans l'opposition au régime un nombre sans cesse grandissant d'étudiants.

Ensuite, la situation proprement internationale. Les expériences révolutionnaires qui se développèrent de par le monde (Cuba, expé-

(18) Nouvelle dénomination du Néo-Destour en 1964, à l'issue du Congrès de Bizerte.

(19) Au sujet de la dissolution de l'UGET, Abdelhamid Ammar, alors SG de la Jeunesse Destourienne et ex-SG de l'UGET, affirmait : « La dualité dans l'organisation (de la jeunesse) ne permet plus aux étudiants de remplir efficacement leur exaltante et délicate mission. Les cadres (sic !) ont jugé le moment opportun d'unifier le mouvement ». De la formation qui en résulterait, devaient être écartés « tous ceux qui, par leurs écrits ou leurs déclarations, auront manifesté une hostilité au Parti », renchérissement Abdelaziz Ghachem, SG de l'UGET à l'époque. (« Al-Kifah », n° 3).

rience guévariste, révolution vietnamienne...), la crise du mouvement communiste mondial — inaugurée par le XX^e Congrès du P.C.U.S. — et tout particulièrement la rupture sino-soviétique et la révolution culturelle chinoise, marquèrent incontestablement toute une génération d'étudiants.

A l'alignement de Bourguiba sur la stratégie de l'impérialisme, le mouvement étudiant a réagi en faisant de l'anti-impérialisme un de ses principaux thèmes d'agitation. Les manifestations de juin 1967 et de janvier 1968 marquent son refus de s'aligner sur la politique pro-impérialiste du régime bourguibiste. Quant à la crise du mouvement ouvrier international, elle explique les hésitations idéologiques de la nouvelle gauche étudiante à ses débuts et, plus tard, sa division en plusieurs courants.

UNE NOUVELLE GAUCHE ETUDIANTE

C'est dans ce contexte national et international qu'une nouvelle gauche naquit dans le mouvement étudiant et constitua le ferment des luttes étudiantes de 1960 à 1968. Trois phases sont à considérer au cours de cette période ; elles rendent compte du chemin parcouru et des transformations subies par cette gauche.

1960-1963 : UN TOURNANT IDEOLOGIQUE

Cette première phase est brève et correspond à une première tentative d'organisation d'une gauche révolutionnaire étudiante. La situation économique et politique du régime ainsi que l'évolution de l'U.G.E.T. vers la sclérose créèrent, en effet, les conditions d'une radicalisation progressive du mouvement.

En Tunisie, au terme d'une période de libéralisme économique désastreux pour le pays, au seuil d'une nouvelle décennie marquée par le dirigisme de l'Etat, des faits comme l'affaire de Bizerte, les grèves ouvrières dures et massives de septembre 1962, le complot de décembre 1962, mais aussi l'assassinat de Lumumba, mobilisèrent le mouvement étudiant que l'U.G.E.T. n'était plus à même de contenir, encore moins de contrôler. Une prise de conscience progressive eut lieu qui déboucha, en 1962-63, sur une montée de la gauche qui trouva son illustration au X^e Congrès d'août 1962 (50 mandats sur 112 pour la gauche) et, surtout, dans l'écrasante victoire qu'elle remporta dans certaines sections (à Paris, elle emporte 7 sièges sur 7 au bureau de section et élimine les néo-destouriens de l'A.E.M.N.A.F.).

A Tunis, cependant, l'avance de la gauche ne s'était pas doublée d'une vision claire des problèmes politiques. En effet, les étudiants communistes constituaient encore le seul noyau organisé de cette gauche ; ils continuèrent donc, comme par le passé, à entretenir la confusion sur la stratégie du Néo-Destour. Ainsi, dans l'affaire de Bizerte, ils embouchèrent derrière lui les trompettes du patriotisme sans même poser ni le problème de la signification de cette « bataille », énorme opération criminelle de diversion destinée à détourner l'attention des masses populaires de leurs problèmes économiques et sociaux ni, encore moins, celui de l'organisation autonome et de l'armement

de ces masses que Bourguiba envoyait allègrement à l'abattoir pour relever son prestige (20). Cet exemple montre bien que la gauche étudiante restait, à Tunis, dominée par le réformisme et le patriotisme.

C'est à Paris que la gauche étudiante ébaucha sa première tentative de mutation idéologique. Dès 1960, un groupe marxiste issu d'une rupture au sein du P.C.T. en 1958 (21) constitua le premier noyau de la nouvelle opposition révolutionnaire au sein de l'U.G.E.T. Des éléments issus des nouvelles promotions d'étudiants et se réclamant des idées révolutionnaires ne tardèrent pas à le rejoindre (22). Dans le cadre de l'U.G.E.T., et en étroite liaison avec la base, cette nouvelle gauche prit de fait la direction de la section qu'elle dota d'un organe d'expression « El-Ittihad », développant son activité sur les thèmes de l'autonomie de l'Union, la démystification du régime et de sa planification, la solidarité avec les travailleurs tunisiens (23), le soutien aux luttes anti-impérialistes.

Très vite, son audience grandit à Paris comme en province et même à Tunis. Craignant la contagion à l'échelle de l'Union, le pouvoir ne tarda pas à riposter mettant à profit l'isolement de l'opposition étudiante du reste du peuple tunisien. Une violente campagne de dénigrement fut menée à l'échelle nationale contre les étudiants en France, en même temps que la direction de l'U.G.E.T. entreprit la dissolution du bureau de la section de Paris dont les membres furent exclus de l'Union. Cette double offensive préparait le démantèlement de la section obtenu par l'atomisation de sa base (création de corporations) et la présence permanente à Paris de membres de la C.A. faisant office de censeurs des quatre corps (25) mais aussi, et surtout, la transformation de l'U.G.E.T. en un appendice pur et simple du pouvoir financé par celui-ci (budget alloué par la Présidence de la République).

Bien que destinée à échouer face au pouvoir, la bataille menée jusqu'en 1963 par la gauche estudiantine à Paris laissera des traces

(20) 12 000 morts selon les indications officielles.

(21) Ce groupe prendra, en 1965, le nom de « Al-Kifah ».

(22) Certains d'entre eux se retrouveront parmi les fondateurs de « Perspectives ».

(23) Le 17-12-1962, une motion votée par la section de Paris soutenait les mineurs du sud et les ouvriers de la TAT dans leur mouvement de grève déclenchée en septembre pour appuyer leurs revendications syndicales, dénonçait « le silence de la radio-diffusion et de la presse tunisiennes officielles », condamnait « l'utilisation de la force contre les ouvriers », proclamait « le droit de grève inviolable » et stigmatisait « la carence des dirigeants de l'UGTT et le silence de ceux de l'UGET ».

En ce qui concerne le complot de décembre 1962, la section de Paris, tout en dénonçant les pratiques putschistes, rejeta sur le pouvoir, qui interdit toute forme d'expression démocratique, la responsabilité du recours à de telles méthodes.

(25) C'est là une décision du 11^e Congrès de l'UGET du Kef, dont la préparation fut marquée par la volonté manifeste des néo-destouriens de barrer la route, par tous les moyens, à la gauche. Ainsi, ils ne reculèrent même pas devant le vol de l'urne lors du dépouillement du scrutin le 17 mai 1963 à Paris, mais aussi en province et à Tunis. Le même Congrès décida l'intégration de l'UGET au Néo-Destour par l'adoption d'une nouvelle Charte et une révision des statuts. On voit ainsi que c'est à l'échelle de l'Union que le pouvoir et la direction de l'UGET menèrent leur offensive pour réduire l'impact de la gauche en ayant recours, au besoin, à certains subterfuges (accroissement du nombre des membres de la CA — d'office délégués au Congrès — qui passa de 21 en 1961 à 33 en 1964, soit un cinquième des délégués pour le Congrès de 1963).

indélébiles. En effet, quoique strictement circonscrit au cadre syndical, sans organisation politique et sans programme, l'embryon de gauche révolutionnaire qui mena cette bataille introduisit dans le mouvement étudiant les données d'une nouvelle analyse du régime et, partant, les éléments d'une nouvelle stratégie. Cette analyse, longtemps le fait de la minorité de militants marxistes ayant rompu avec le P.C.T., allait devenir le B-A BA de l'avant-garde estudiantine avant de devenir celui de la grande majorité des étudiants dans ces dernières années. Il s'agit du rejet de la stratégie d'alliance avec la fantomatique gauche destourienne au sein de l'U.G.E.T. et, sur le plan national, du refus d'attribuer à la bourgeoisie tunisienne les vertus que lui reconnaissent les communistes. Dès lors, pour la gauche, le mouvement étudiant doit occuper une position antagonique vis-à-vis du pouvoir, aux côtés des masses laborieuses.

Il s'agissait alors d'un éclairage totalement nouveau pour le mouvement étudiant qui, jusqu'en 1960, avait vécu sur l'idée que la bourgeoisie nationale menait une action libératrice au profit de toutes les classes sociales. La génération actuelle de militants pourrait sous-estimer l'importance du changement intervenu, tant la faillite de la bourgeoisie est aujourd'hui patente. Mais, quatre années après l'indépendance et à la veille d'une planification annoncée tambour battant, cette faillite ne paraissait pas évidente pour la masse des étudiants et il a bien fallu que la minorité de militants marxistes ouvre une brèche politique — en remettant en cause les idées sur lesquelles a vécu le mouvement jusqu'en 1960 — pour qu'à sa suite ce dernier s'y engouffre progressivement.

1963-1968 : DU REFORMISME A L'ULTRA-GAUCHISME

Naissance de « Perspectives »

Malheureusement, si la nouvelle gauche a paru prendre un bon départ en se plaçant sur la voie de la clarification des options politiques et théoriques, il a fallu déchanter assez vite pour ce qui est des implications de cette nouvelle orientation. Les idées révolutionnaires introduites dans le milieu étudiant ne germèrent pas dans les meilleures conditions. En effet, un vent réformiste et opportuniste souffla sur le mouvement étudiant en France avec la naissance, fin 1963, du groupe « Perspectives ».

Rassemblement hétéroclite où les éléments se réclamant du marxisme côtoyaient des nationalistes avérés au milieu d'une base dont le « progressisme » se définissait surtout par son opposition confuse et équivoque au régime, ce groupe est le résultat de trois données essentielles :

— L'incapacité du P.C.T. à fournir le cadre d'une mutation révolutionnaire du mouvement étudiant.

— L'incapacité du groupe marxiste de l'époque, prisonnier du milieu étudiant, de se développer hors de ce cadre et de fournir une perspective nationale au mouvement étudiant en voie de radicalisation.

— Enfin, la confusion qui régnait, au sein de la majorité de la gauche étudiante, quant à la nature de l'organisation politique qui

doit mener la lutte en Tunisie, ce qui a conduit les fondateurs de « Perspectives » à mettre sur pied une formation aussi large que possible dont la nature imposait d'éluder les débats théoriques pour éviter l'éclatement.

La naissance de « Perspectives » témoigne aussi des hésitations théoriques et politiques du mouvement étudiant à l'époque. Ce groupe reflétait en effet d'une part, le doute né dans l'esprit de l'intelligentsia tunisienne de la crise du système communiste mondial, d'autre part, ses espoirs nés de la nouvelle orientation économique du régime (planification). On comprend alors les tendances sectaires manifestées par « Perspectives » à l'égard de tous ceux qui se réclamaient ouvertement du marxisme révolutionnaire — en particulier à l'égard du groupe « Al-Kifah » — et son penchant à composer avec les étudiants communistes dont la position nuancée, puis ouvertement favorable, à l'égard du bensalhisme ne contredisait guère une stratégie réformiste exprimée dans la devise « pour une Tunisie meilleure », de la revue « Perspectives » (26).

Avec son orientation, le groupe « Perspectives » refléta le niveau de conscience et les préoccupations du mouvement étudiant jusqu'en 1968, date à laquelle il traversera une crise majeure. L'implantation de ce groupe à l'Université s'est faite au moment où celle-ci, prenant de l'importance par le nombre de ses effectifs (27), lui fournit une base de développement répondant parfaitement à son contenu démocratique, anti-impérialiste et réformiste, c'est-à-dire à son contenu petit-bourgeois. Les communistes ne s'y trompèrent pas. Avec « Perspectives » qui leur tint lieu de partenaire politique à défaut d'une « gauche destourienne », ils trouvèrent l'allié de circonstance qui devait les sortir de la stagnation politique et de l'isolement. Le tandem connaîtra certes des hauts et des bas, voire même la rupture, mais dans l'ensemble, il constituera la direction de fait de l'opposition étudiante à Paris comme à Tunis.

À Paris, « Perspectives » et « Espoir » (28) menèrent au gré de leurs intérêts de groupe les affaires de la section de Paris. Ils laisseront des séquelles que le mouvement étudiant s'efforce encore aujourd'hui d'effacer (29). D'ailleurs les perspectivistes eux-mêmes reconnaissent maintenant qu'ils traversèrent là une phase « infantile »

(26) A la veille de la constitution de « Perspectives », des discussions furent engagées entre ses fondateurs et le groupe marxiste existant à l'époque pour la mise sur pied d'une formation politique commune. L'accord de principe fut obtenu sur la base d'un document mais les promoteurs de « Perspectives » en refusèrent les implications pour des raisons... de personnes. En réalité, il était clair à l'époque que leur idéal était de parvenir à mettre sur pied une formation petite-bourgeoise, sorte d'UNFP tunisienne, ce qui excluait au départ qu'ils se réclament du marxisme.

(27) Alors que le nombre des étudiants a stagné de 1950 à 1961 (2 000 environ), il est passé à 6 000 en 1964.

(28) Journal des étudiants communistes tunisiens qui parle aussi au nom de leur parti.

(29) Parmi les « réalisations » de la coalition perspectivistes-communistes, il faut citer la plate-forme de l'AEMNAF de 1967, qui servira jusqu'à ce jour à justifier une ligne politique réformiste, consistant à soutenir les bourgeoisies maghrébines au pouvoir et à reléguer au second plan les luttes populaires, et le sabotage du comité Ben-Jennet à Paris, intervenu à un moment où le groupe « Perspectives », opérant un virage sur la question palestinienne, jugea opportun de se rapprocher des communistes alignés sur la résolution du 22 novembre 1967.

de leur développement.

Mais c'est à Tunis, dans une Université jeune et sans tradition de luttes, que le tandem, tantôt entraîné par la base tantôt suscitant l'action, se porta à la tête d'un mouvement d'opposition étudiant grandissant. Ce dernier, jusqu'en 1968, se développa en effet selon une courbe croissante après une courte période d'accalmie qui dura de 1963 à 1965.

Une relation succincte des principales manifestations des luttes étudiantes montre quel en a été le contenu et quelles formes ces luttes ont revêtues dans un contexte caractérisé par une politisation croissante du mouvement étudiant, et un malaise grandissant à l'Université du fait de la non-satisfaction de certaines revendications et de la sclérose exaspérante de l'appareil de l'U.G.E.T.

Luttes et radicalisation du mouvement étudiant

En 1965, la mauvaise gestion du restaurant universitaire donne lieu à une manifestation étudiante : c'est le début de la montée des luttes.

En décembre 1966, une simple altercation entre un contrôleur d'autobus et deux étudiants, suivie de l'interpellation de ces derniers par la police, déclenche une forte agitation : manifestation devant la Sûreté Nationale aux cris de « Liberté, Démocratie », meeting à l'Université où fut stigmatisé le bureau exécutif aux cris de « A bas l'U.G.E.T. », enfin, mot d'ordre de grève d'une semaine. Au total, une véritable explosion qui surprend le pouvoir comme en témoigne la violente répression qui s'abat sur l'Université.

Si le point de départ de cette agitation est minime, cette dernière est, par contre, hautement significative de l'atmosphère politique étouffante qui régnait en Tunisie et dont rend compte le contenu démocratique des mots d'ordre et des slogans.

Pour la première fois, une mobilisation de masse conduit les étudiants dans la rue et leur fait prendre conscience de la possibilité d'affronter le pouvoir hors du cadre de l'U.G.E.T. Il faut signaler que le mouvement a été spontané au départ et que les groupes ne sont intervenus que dans un second temps mais, surtout, qu'il est resté isolé du reste de la population comme en témoigne la participation des dockers, sous l'égide du parti, à sa répression.

En somme, le mouvement étudiant paraissait à cette étape avoir subi une mue, tout au moins en ce qui concerne ses formes d'action et ses revendications. Le temps où, confiné au seul cadre de l'U.G.E.T., il était motivé par ses seuls intérêts corporatistes, paraissait révolu.

L'agression sioniste de 1967 contre les pays arabes et celle des impérialistes U.S. contre le Vietnam vont donner l'occasion au mouvement étudiant d'enrichir la panoplie de ses formes d'intervention, de politiser encore plus ses luttes, enfin, d'étendre au secteur non étudiant son opposition au régime.

Le 5 juin 1967, les étudiants manifestent dans la rue aux cris de « Johnson assassin », « Palestine arabe », incendient l'ambassade de Grande-Bretagne et manifestent devant le centre culturel américain, face à une police qui, d'ailleurs, semblait hésitante à intervenir.

taires et l'U.G.E.T., tandis que, dans le camp d'en face, d'autres perspectivistes prônaient la poursuite de la lutte en soutenant que « la lutte des étudiants ne peut aboutir que si ces derniers arrivent à faire la jonction avec le prolétariat » (32). La base étudiante semble avoir tranché en faveur de la poursuite de la lutte ainsi que le souligne une motion votée en A.G. (33).

En fait, le pouvoir frappa très vite et très fort et résolut ainsi à sa manière le conflit qui a divisé le mouvement étudiant puisqu'à l'issue de la répression, ce dernier est entré dans une phase de léthargie avant de se ranimer progressivement pour culminer de nouveau en février 1972.

Il reste cependant que le développement et l'échec du mouvement en mars 1968 ont posé un problème qui rebondira en février 1972 : celui de ses objectifs et de ses limites.

L'impasse de mars 1968

La stratégie du mouvement étudiant en mars 1968 fut **grosso-modo** celle développée à l'époque par la direction de « Perspectives » à partir d'une analyse pré-insurrectionnelle de la situation en Tunisie. L'erreur majeure de ce groupe a été d'identifier cette situation à celle qui prévalait à l'Université et de croire qu'une mobilisation des masses populaires était possible dès lors que l'effervescence estudiantine durerait suffisamment longtemps pour entraîner un pourrissement de la situation et la levée en masse des « prolétaires et des semi-prolétaires » par un simple effet de contagion (34). Cette stratégie fait abstraction de la nature et des difficultés du régime qui ne peut se permettre de courir le risque de laisser se prolonger une grève, des limites du mouvement étudiant lui-même isolé des masses laborieuses et de l'absence d'une organisation révolutionnaire dans le pays susceptible de faire écho à l'agitation de l'Université et de lier les revendications de celle-ci à celles des travailleurs en lutte. Une grève sectorielle ne peut être le détonateur d'une agitation à l'échelle du pays que dans certaines conjonctures, variables d'ailleurs selon le contexte historique (Mai 68 en France) et dont la reproduction, imprévisible, ne peut être le résultat du volontarisme d'une minorité.

Ainsi, la révolte des étudiants, aussi conscients soient-ils, ne peut remplacer l'intervention, sur la scène de la révolution, des masses laborieuses organisées. Désigner à ces dernières leur ennemi, l'Etat bourgeois, et les appeler à sa destruction est loin de suffire à les mobiliser contre lui.

On est amené à penser que tout s'est passé en mars 1968 comme si, dans une situation d'impasse ressentie comme telle par « Perspectives », ce groupe a voulu entreprendre une action désespérée de

(32) « Perspectives », n° 18.

(33) Cette motion affirme : « Seules la lutte et la mobilisation dans le cadre d'AG libres peuvent permettre au mouvement étudiant d'obtenir des succès et d'avancer sa juste lutte contre la dictature et la répression aux côtés des masses populaires opprimées » ; idem.

(34) La diffusion de tracts dans les quartiers populaires répond à cette volonté de créer la contagion.

rupture de l'isolement des luttes étudiantes, en développant au maximum et publiquement ses mots d'ordre stratégiques. Ainsi a-t-il été conduit à poser, à l'Université, le problème de la prise du pouvoir sans que l'instrument de cette prise du pouvoir — l'organisation révolutionnaire — existât dans le pays. Avec ses tracts et ses appels à la mobilisation, « Perspectives » ne pouvait manifestement tenir lieu d'avant-garde des masses laborieuses et les conduire à l'assaut décisif contre l'Etat bourgeois. L'échec de ce groupe apparaît ainsi lié non seulement à une analyse erronée de la situation, mais aussi aux limites objectives du mouvement étudiant.

QUATRIEME PERIODE : 1968-1972.

RADICALISATION POLITIQUE ET ERREMENTS STRATEGIQUES

Au lendemain de mars 1968, le mouvement étudiant accusera une baisse de tonus, voire même un certain recul politique. Cependant, il ne désarmera pas et reprendra progressivement de l'ampleur dès la fin de 1969 pour culminer avec l'explosion de février 1972.

Ce reflux trouve son origine d'une part dans la répression de mars 1968, qui décapita la direction du mouvement étudiant et démantela son encadrement politique, d'autre part dans la crise provoquée au sein du régime par la brusque accélération de la coopérativisation entreprise par Ben-Salah dès janvier 1969. En effet, cette crise suscita au sein de l'appareil de l'U.G.E.T., jadis unanime derrière le régime, l'apparition d'un courant libéral opposé au courant ben-salhiste. La rupture du monolithisme créa l'illusion d'un retour possible à un fonctionnement démocratique de l'U.G.E.T. Il n'en fallait pas plus pour que les communistes, qui faisaient cause commune avec les ben-salhistes, battent le rappel de la base de l'U.G.E.T., dans sa majorité progressiste et quelque peu désorientée depuis mars 1968.

L'appui que les communistes accordèrent et accordent encore aux ben-salhistes — nouvelle « gauche destourienne » — à l'échelle syndicale et nationale, dans l'intention de « freiner » les progrès du courant libéral qui s'est manifesté dans le pays, devint, au lendemain de la chute de Ben-Salah, l'axe principal de leur stratégie au sein de l'U.G.E.T. A cette stratégie, ils sacrifièrent même le traditionnel cheval de bataille qu'est la lutte démocratique qu'ils mirent sous le boisseau, sous prétexte que le mot d'ordre de démocratie, au lendemain de septembre 1969, faisait le jeu de la droite qui n'a pas manqué, quant à elle, de s'en emparer pour gagner la sympathie des masses.

Les étudiants heureusement ne s'alignèrent pas sur une telle stratégie, mais certaines hésitations se firent jour au sein du mouvement, témoignant d'un regain d'influence de la coalition ben-salhistes-communistes. Ainsi, les luttes engagées ne le furent pas à partir du niveau atteint en mars 1968. Le XVII^e Congrès de l'U.G.E.T., tenu à Mahdia (été 1969) montre, par exemple, que l'opposition étudiante a cédé à la tentation de dépolitiser la lutte syndicale et de revenir au système des corpos au détriment des « assemblées générales libres », sous l'influence des communistes et des ben-salhistes qui s'efforçaient de faire de l'Université le seul terrain de l'activité étu-

une atmosphère tendue, que la fermeture des Facultés de Droit et de Lettres décidée par le pouvoir rendra explosive, que l'agitation s'étendit aux lycées de la capitale et de l'intérieur et prit des formes violentes et un contenu proprement politique ouvertement hostile au régime (43).

Face aux manifestations de la jeunesse intellectuelle, la violence aveugle et la sauvagerie de la répression, ainsi que les centaines d'arrestations, s'expliquent certes par la panique du pouvoir surpris par l'ampleur du mouvement ; mais il ne fait aucun doute que d'autres facteurs ont incité le pouvoir à ne point faire de quartier : la participation de jeunes chômeurs, tout particulièrement dans les villes de province, le spectacle offert à une population qui a sympathisé avec les manifestants (44), mais aussi le climat d'agitation sociale marqué par une grève déclenchée par les cheminots de Sfax immédiatement après la sauvage répression du lycée de cette ville ; enfin, le contexte de crise politique du régime depuis le Congrès de Monastir (dissensions au sein du P.S.D. et incertitude au sujet de la succession de Bourguiba). Dans une telle conjoncture, on comprend que le pouvoir n'ait pu tolérer que les étudiants et les lycéens fournissent aux masses populaires la preuve qu'il est d'ores et déjà possible de s'opposer au régime aussi bien sur le lieu de travail que dans la rue. Et sans doute, le spectacle des manifestations des 10, 11 et 12 février restera gravé dans la mémoire des travailleurs, des jeunes et de la masse des chômeurs.

De ces manifestations, il ressort aussi que les étudiants et les lycéens eux-mêmes n'ont jamais pris autant conscience à la fois de leur force dans l'unité et de l'absence de perspectives immédiates à de telles explosions. Il faut ajouter que le caractère spontané du mouvement semble aussi avoir conduit de nombreux militants à se poser le problème de la nécessité de l'organisation pour l'avenir et de la clarté des mots d'ordre.

LE MOUVEMENT DE SOLIDARITE DES ETUDIANTS TUNISIENS A L'ETRANGER

En Europe et tout particulièrement à Paris, un rapide et ample mouvement de solidarité s'est organisé. A Paris, il s'est concrétisé sous la forme de nombreux meetings d'appui aux revendications des étudiants et élèves de Tunisie, par la constitution d'un COMITE TUNISIEN D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION et surtout par la mise sur pied du COMITE D'ACTION ET DE LUTTE - U.G.E.T. (C.A.L.) très largement soutenu par la base et qui a pris la direction de fait du mouvement étudiant, supplantant les squelettiques corporations où végètent quelques communistes et

(43) Les slogans des manifestants en témoignent : « Un seul combattant suprême, le peuple », « Bourgeois salauds le peuple aura vos peaux », « Université, usine même combat », « Vive la Révolution ».

(44) Dans les bidonvilles de la banlieue de Tunis, la population a fourni une protection aux étudiants pourchassés par la brigade anti-émeute et, à Gabès, les parents d'élèves auraient même refusé de quitter le lycée qu'ils occupaient, avant la libération des élèves arrêtés par la police.

destouriens en chômage syndical. Sur les problèmes posés par l'existence du C.A.L., nous reviendrons plus loin. Il importe ici de souligner à côté de l'ampleur de la mobilisation, son caractère quasi spontané, et ceci pour deux raisons : d'abord pour mettre l'accent sur le fait que, dans la conjoncture qui a régné à Paris dans le milieu étudiant durant les mois qui ont précédé les événements de février, les initiatives à la base ont pallié l'absence de toute structure organisationnelle susceptible de jouer un rôle mobilisateur ; mais aussi, pour éclairer la suite des événements qui ont soulevé un certain nombre de problèmes relatifs au mode d'organisation du mouvement étudiant et à ses objectifs, et ont montré les limites de l'action spontanée, voire improvisée.

C'est sur ces problèmes qu'il faut essayer de se pencher en tenant compte, non du seul facteur que constitue la volonté de lutter des éléments les plus combatifs du mouvement — ce qui conduirait à un volontarisme sans lendemain — mais aussi, et surtout, de la nature même de ce mouvement et de la situation politique générale dans laquelle il baigne ; étant entendu que le mouvement étudiant a pour acteurs et pour base les enseignés — qu'ils soient ou non organisés dans des groupes politiques —, comme scène le cadre universitaire et lycéen — même si l'activité doit parfois déborder ce cadre —, comme motivations enfin, tant les problèmes syndicaux que politiques ; l'essentiel, pour la définition des objectifs et de la tactique du mouvement étudiant, est que celui-ci ne soit pas confondu avec un mouvement politique idéologiquement défini même si, dans une conjoncture donnée, il lui arrive d'être dominé par un courant idéologique et politique déterminé (mars 1968) ou qu'en certaines circonstances, les thèmes de sa mobilisation soient strictement d'ordre politique (juin 1967, par exemple). Tout penchant à abolir les distinctions entre mouvement syndical et mouvement politique procède du plus pur romantisme. Toute confusion entre les deux témoigne de l'ignorance des objectifs et du rôle de l'un et de l'autre (45). Or c'est dans ce travers que sont tombés certains groupes politiques à Paris. L'apparition de courants spontanéistes ou mao-spontaéistes qui trouvent dans l'inorganisation du mouvement leur terrain d'élection peut être considérée, dans un sens, comme la réponse à cette tendance qu'ont ces mêmes groupes politiques à se disputer le mouvement étudiant pour se l'assimiler. Mais ces courants tombent à leur tour dans le même travers en se méprenant sur les possibilités réelles

(45) Le mouvement étudiant peut atteindre un haut degré de politisation sans pour autant constituer un mouvement politique. La confusion vient de ce que l'opposition déclarée au régime est le fait des étudiants qui, en l'absence d'un parti révolutionnaire en Tunisie, ont tendance, consciemment ou inconsciemment, à se substituer à lui.

que recèle le mouvement étudiant et en ignorant ses limites objectives (46).

Tout cela montre la confusion qui a régné à Paris au sein du mouvement étudiant en ce qui concerne son idéologie, son contenu politique et ses perspectives, autant d'éléments qu'il est nécessaire de préciser pour pouvoir cerner son rôle dans le contexte tunisien actuel.

(46) Quand ils affirment, dans le bulletin du CAL de Vincennes, que « nous devons relier nos besoins à tout instant, à partir de notre spécificité en tant qu'étudiants, aux besoins des masses laborieuses immigrées en France et à l'ensemble du peuple tunisien », ces courants laissent entendre, en fait, la possibilité pour le mouvement étudiant de dépasser sa spécificité pour postuler, sinon au rôle de direction, du moins à celui d'instrument de mobilisation des masses. Or, comme nous le verrons plus loin, cette spécificité — c'est-à-dire la nature même du mouvement étudiant — est précisément un obstacle à l'accomplissement d'une telle fonction.

2^e PARTIE

CARACTÉRISTIQUES IDÉOLOGIQUES ET POLITIQUES DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Le survol de vingt années de luttes étudiantes montre aisément que le mouvement étudiant a évolué de l'appui quasi inconditionnel au pouvoir à sa contestation globale. Le mouvement d'opposition a été dans l'ensemble croissant, bien que d'une manière non linéaire. Le fait saute aux yeux ; mais la réalité est cependant plus nuancée et, si l'on n'y prend garde, on risque de surestimer le potentiel révolutionnaire du mouvement étudiant en méconnaissant ses contradictions et ses limites. Ses caractéristiques idéologiques et politiques rendent compte de ces deux éléments.

CARACTERISTIQUES IDEOLOGIQUES

Le mouvement étudiant n'a pas d'idéologie propre. En Tunisie, il a emprunté tantôt celle du Néo-Destour, tantôt celle des groupes politiques d'opposition qui se réclament, avec plus ou moins d'ambiguïté, de la théorie révolutionnaire, sans compter qu'il a ouvertement opté pour l'idéologie conservatrice traditionnaliste à l'aube de sa naissance (la VEZ).

Mais dire qu'il n'a pas d'idéologie propre ne signifie nullement qu'il ne soit pas idéologiquement déterminé. En effet, l'origine sociale des étudiants et surtout le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la société dans le cadre de la division sociale du travail, déterminent en dernière analyse leur idéologie et, partant, les limites du rôle révolutionnaire du mouvement étudiant.

L'ORIGINE SOCIALE

Les étudiants sont, en tant que catégorie sociale, une composante de la petite bourgeoisie. Les promotions successives qui ont accédé à l'enseignement se sont enrichies en éléments d'extraction petite-bourgeoise (petite bourgeoisie citadine et villageoise, paysannerie). Ce fait est devenu évident avec la démocratisation — toute relative d'ailleurs — de l'enseignement consécutive à la réforme de Messadi et

a revêtu une dimension sociale politiquement significative (1). Cela est aisé à comprendre. Dans un pays sous-développé où sévit un chômage sans cesse croissant, l'école est considérée, tout particulièrement par la petite bourgeoisie, comme un des plus importants acquis de la lutte pour l'indépendance car elle est censée lui ouvrir l'accès à une promotion sociale jadis essentiellement réservée à la colonie européenne et aux classes aisées tunisiennes. Accéder au mode de vie et à la culture de la classe dominante, se hisser à un rang de plus en plus élevé, tel est l'idéal du petit-bourgeois qui regarde toujours envieux vers le haut, et méprisant vers le bas de l'échelle sociale.

LES INTERETS

C'est ainsi motivé que l'enfant passant de l'école au lycée puis du lycée à l'Université acquiert de droit le statut d'étudiant. Des diplômes récompensant ses efforts et ses capacités ainsi que le veut l'idéologie en cours, il attend légitimement son intégration dans la société en tant qu'adulte privilégié. Tout ce qui contrecarre l'obtention de ces diplômes ou leur utilisation le conduit à la révolte. Ainsi apparaissent, tout au long de sa carrière d'enseigné, ses revendications matérielles (bourse, logement, restaurant universitaire, etc...), universitaires (forme et contenu de l'enseignement, refus de la sélection...) mais aussi, son attitude contestatrice mettant en cause le régime quand celui-ci se montre incapable d'assumer les conséquences de sa politique de l'enseignement et de garantir au diplômé sa valeur économique et sociale.

Au lendemain de l'indépendance, c'est la collaboration qui a prévalu sur l'opposition. L'Université était alors la grande pourvoyeuse du régime en cadres et en responsables de tous genres, et la catégorie étudiante, choyée, participait à la consolidation de ce régime dictatorial qu'elle combat aujourd'hui. Cette catégorie avait en effet la possibilité de se transmuier, au fil des années, en d'autres composantes sociales bourgeoise et petite-bourgeoise : bureaucratie d'Etat, des administrations, du parti, des entreprises nationales, sans compter les professions libérales, les milieux d'affaires et le corps enseignant en grande partie encore au service de l'idéologie bourgeoise.

Depuis quelques années, le ton est plutôt à la contestation car la crise du système, qui n'épargne pas l'Université, se traduit par une offensive en règle du pouvoir contre les étudiants et les élèves qui sont ainsi exclus des établissements et souvent réduits au chômage.

Ainsi, les perspectives d'intégration de l'étudiant dans le système tiennent une place de premier plan parmi les éléments qui déterminent son attitude à l'égard du régime.

On s'explique ainsi :

1) La mollesse du mouvement étudiant et le contenu essentiel-

(1) La bourgeoisie, grande et moyenne, continue comme par le passé de profiter le plus (proportionnellement à son nombre) et le mieux (cadre familial propice à une meilleure assimilation des connaissances, motivation culturelle plus importante, qualité de l'enseignement meilleure...) de l'enseignement.

lement corporatiste de ses revendications au lendemain de l'indépendance et jusqu'en 1960, ne mettant nullement en question la viabilité du bourguibisme.

2) Le début d'une prise de conscience dès 1960 au sein du mouvement étudiant qui hésitait cependant à condamner ouvertement le régime en raison des perspectives que paraissait ouvrir aux étudiants et élèves des divers établissements le « socialisme destourien », à un moment où la saturation de l'administration ralentissait nettement la course aux postes engagée depuis 1956 et réduisait de ce fait l'enthousiasme des masses étudiantes.

3) L'agitation, enfin, née depuis quelques années de la menace qui plane sur l'avenir des enseignés et qui a conduit les étudiants les plus conscients politiquement à dépasser le cadre des revendications catégorielles et à entraîner l'essentiel de la masse estudiantine et scolaire dans l'opposition au régime.

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT

L'extension de l'enseignement à de plus larges couches sociales, entreprise dès 1958-59 en vue de fournir des cadres, des techniciens... à l'économie, a posé au fil des années des problèmes de deux ordres, quantitatif et qualitatif.

Problème quantitatif : les débouchés

Il y a plus de diplômés que de postes à pourvoir. Les structures économiques établies en fonction des intérêts de la bourgeoisie et du néo-colonialisme sont incapables d'absorber les cadres formés, d'où l'orientation des élèves du secondaire vers l'enseignement moyen pour la production d'une main-d'œuvre qualifiée. Mais, là aussi, le régime se heurte à l'obstacle majeur que constitue le nombre réduit des emplois créés par le Plan (2).

Problème qualitatif : l'inadéquation entre la formation reçue et les emplois disponibles

Elle conduit un professeur de philosophie à enseigner le français, oblige un scientifique à s'employer hors de sa spécialité et relègue à des emplois subalternes des diplômés de l'ENA. Cette inadéquation est la conséquence des distorsions liées aux choix fondamentaux du régime en matière d'objectifs économiques et de disciplines enseignées.

Le régime s'est en effet contenté de calquer sur l'ancienne puissance coloniale un enseignement dont les structures et le contenu ne répondent ni aux caractéristiques historiques et sociologiques du

(2) Le plan quadriennal qui prévoyait la création, entre 1963 et 1966, de 300 000 emplois, n'en a réalisé que 7 000. La polémique qui mit aux prises publiquement, en 1967, Ben-Salah, SE à l'Economie Nationale, et Messadi, SE à l'Education Nationale, qui se renvoyèrent la responsabilité du chômage, montre à quel point l'échec du Plan s'accommoda mal de l'afflux, sur le marché du travail, d'un grand nombre de diplômés moyens.

pays, ni aux besoins de son développement économique. C'est ainsi par exemple, que l'enseignement hypertrophié de la psychologie et de la sociologie, qui reflète les besoins d'une société industrielle, ne répond nullement à ceux de la Tunisie actuelle. Il en découle un chômage intellectuel dans ces disciplines.

Mais même du point de vue du choix économique du régime lui-même, cet enseignement apparaît totalement inadéquat par rapport aux exigences de l'intégration du marché tunisien dans le marché capitaliste mondial, intégration pour laquelle a opté le régime et qui impose de développer les branches professionnelles, techniques, touristiques et commerciales. D'ailleurs, depuis quelque temps, le régime se rend compte de cette contradiction et veut rectifier sa politique éducationnelle.

Dans d'autres disciplines, comme en médecine par exemple, il existe un malaise d'un autre type. Ici, ce n'est pas le contenu de l'enseignement qui est mis en cause mais plutôt sa forme (généralisation de la fonction d'externe, etc...). C'est dire que certaines catégories d'étudiants subissent d'une façon atténuée les effets de la crise de l'enseignement, n'étant pas exposées au chômage, dans la phase actuelle tout au moins. Elles risquent, par conséquent, de faire preuve d'une faible combativité au sein du mouvement étudiant.

Reste le problème de la langue étrangère, le français, qui véhicule l'enseignement dispensé. Nul n'ignore que les forces conservatrices mènent dans le pays une vaste campagne pour l'arabisation totale de l'enseignement, campagne qui, à l'heure où le gouvernement met en branle son arsenal sélectionniste, peut trouver un écho au sein du mouvement étudiant, tout au moins dans certains de ses secteurs. En effet, dans la mesure où elle est davantage parlée par les couches citadines aisées que par les masses populaires, la langue française, véhicule de la culture et de l'enseignement, ajoute ses effets ségrégationnistes à ceux de la politique sélectionniste du régime qui lèse, précisément, ces masses populaires. Il y a là donc une raison objective susceptible d'amener le mouvement étudiant, en partie ou en totalité, à manifester son opposition au bilinguisme, opposition dont l'expression idéologique et la justification pourraient être la lutte contre l'oppression culturelle. Or si l'arabe, langue nationale, doit être la langue de la culture et de l'enseignement, il ne faut pas que le mouvement étudiant emboîte le pas aux manœuvres des forces conservatrices qui, derrière le problème de l'arabisation, cachent des desseins obscurantistes qu'elles n'osent avouer en termes économiques et idéologiques de classe (3).

Ce que le mouvement étudiant doit en effet comprendre, c'est qu'avec le thème de l'arabisation totale, rebondit la querelle culturelle qui a opposé jadis modernistes et traditionalistes. A ceci près, cependant, que ce problème se repose dans un contexte économique et politique différent de celui qui existait avant l'indépendance. Aujourd'hui, c'est l'impasse économique et l'échec du régime dans sa

(3) Le regain d'activité des forces obscurantistes s'est traduit depuis septembre 1969 par la création d'associations pour la sauvegarde du Coran, la fréquence des émissions de culture religieuse et de psalmodie du Coran, les accents religieux des campagnes moralisatrices menées à l'échelle nationale contre la dissolution des mœurs, etc.

tentative de promouvoir une classe d'entrepreneurs capitalistes modernes sous l'égide de l'Etat qui ont créé les conditions d'une remontée à la surface des forces conservatrices. En effet, l'expression de l'opposition au dirigisme étatique manifestée par le capital privé a revêtu deux formes : l'une politique, l'apparition d'un courant libéral symbolisé par Mestiri, l'autre idéologique, la revendication d'une arabisation totale et le retour aux valeurs arabo-islamiques. **Libéralisme économique et conservatisme idéologique sont ainsi, dans la phase actuelle, deux manifestations d'un même phénomène : le retour en force du capital privé industriel, commercial et foncier, non pas dans le cadre de structures pré-capitalistes — définitivement démantelées — mais dans un cadre capitaliste moderne préparé vingt années durant par le régime.**

Cela signifie que la domination sans frein ni limite de la bourgeoisie sur les masses laborieuses est plus que jamais à l'ordre du jour. La bourgeoisie jadis divisée sur le bentselhisme est aujourd'hui unie pour défendre ses intérêts et garantir l'avenir de ses enfants. A l'ère où elle cherche à intégrer de plus en plus la Tunisie dans le marché capitaliste mondial, elle ne nous fera pas croire que cet avenir pourrait se passer de la maîtrise d'une ou de plusieurs langues étrangères. Nous pouvons donc être sûrs que la bourgeoisie, y compris sa fraction traditionnaliste, mettra à la disposition de ses enfants tous les moyens nécessaires à l'acquisition de cet atout, tout en réservant aux enfants des couches populaires quelques rudiments de langue étrangère nécessaires à la formation qu'exige leur embauche sur le marché du travail en Tunisie ou à l'étranger, quand ils ne sont pas purement et simplement voués au chômage.

Le problème de la langue est donc un problème de classe. Le mouvement étudiant doit bien comprendre cela pour ne point faire le jeu de la réaction et lui servir de force d'appoint dans l'offensive qu'elle mène depuis septembre 1969. Dans la phase actuelle, ses revendications doivent porter sur l'abolition des mesures sélectionnistes, principale manifestation des luttes de classe au sein de l'Université, et le droit pour tous d'accéder à l'enseignement des langues étrangères.

Telles sont les principales distorsions introduites à l'Université par les choix fondamentaux du régime. Elles sont aggravées par le fait que le contenu apologétique de certaines disciplines, telles que l'histoire, et, d'une façon générale, l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour mettre en application la réforme de Messadi dès l'année 1958-59, ont conduit à une importante baisse du niveau de l'enseignement et à une dévalorisation des diplômes.

Le goulot d'étranglement créé par les effets conjugués de cette réforme et de l'échec du Plan a poussé le Gouvernement à pratiquer une politique malthusienne en matière d'enseignement et cela bien avant la chute de Ben-Salah : allongement de la durée de la scolarité dans le primaire et dans le secondaire, orientation des élèves vers l'enseignement moyen, barrage sévère au niveau du bac, exclusion de l'Université après quatre échecs successifs, renvoi massif de dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants, sans compter la tentative de diminution du montant des bourses. Tout cela bien sûr au détri-

ment des enfants des classes populaires déjà défavorisés par rapport aux enfants des classes aisées du fait de l'inégalité au départ des chances dans la réussite et des inégales motivations à affronter les épreuves des examens.

Dans ces conditions, on comprend que l'étudiant et l'élève se montrent plus sensibles aux effets de la sélection et au manque de débouchés qui compromettent leur avenir (4), qu'à la nature répressive de certaines des fonctions qu'ils sont appelés à assumer dans la société ou au rôle de vecteur de l'idéologie dominante qu'ils peuvent jouer ou bien encore à l'exploitation qu'impliquent certaines de leurs futures fonctions.

Les contradictions du régime dans le domaine de l'enseignement sont donc ressenties comme une menace vitale et une source de frustration (étudiants « ratés » exposés au chômage ou à l'émigration ou astreints à faire toutes sortes de travaux : bachelier faisant le guide touristique ou le garçon de café) dans la mesure où l'étudiant et l'élève ainsi que leurs familles comme nous l'avons dit plus haut, ne peuvent imaginer l'intégration dans la société des privilégiés que par le biais des diplômes. Ils perçoivent ainsi la crise de l'enseignement comme un drame qui touche une catégorie (étudiants, élèves et leurs familles) et non toute la société (l'enseignement reproduisant les conditions d'une perpétuation de la division du travail et donc de l'exploitation des masses laborieuses) (5).

On comprend dans ces conditions que si les enseignés peuvent avoir une attitude d'opposition radicale au régime pouvant aller jusqu'à sa contestation globale (nous verrons plus loin que des facteurs politiques interviennent pour expliquer ce caractère global) ils sont incapables par contre de formuler à partir des seuls intérêts catégoriels une solution révolutionnaire au problème posé par la crise du système. Certes, une avant-garde révolutionnaire étudiante peut, par la mise à nu du contenu de classe de l'enseignement dispensé, l'intégration des revendications de l'étudiant dans un programme révolutionnaire et la définition du rôle de l'intellectuel dans la société bourgeoise, indiquer la direction générale de la lutte (6). Mais, tributaire d'un mouvement d'essence petite-bourgeoise, elle ne peut prétendre parler au nom des masses laborieuses ou tenter de faire la jonction avec elles sans d'abord cesser d'être une avant-garde **étudiante**. On voit ainsi apparaître les limites du mouvement étudiant en tant que moteur de la révolution. Ces limites ne signifient nullement cependant qu'il ne soit pas en mesure de jouer un rôle révolutionnaire.

(4) Cf le slogan de février 1972 : « Avec ou sans études, il n'y a pas d'avenir ».

(5) Ce niveau de conscience a été atteint par une large fraction du mouvement étudiant en France, ainsi que l'a montré le mois de mai 1968. La crise de l'Université n'a pas été perçue seulement comme structurelle, mais aussi comme une crise de la pédagogie et de l'idéologie du système bourgeois.

(6) Il faut souligner ici le fait que les slogans lancés à l'Université en février 1972 : « Université, usine même combat », etc., donnent une idée du niveau de conscience de l'avant-garde mais ne peuvent tenir lieu de stratégie des luttes de classe et laissent entier le problème de la construction d'un parti révolutionnaire.

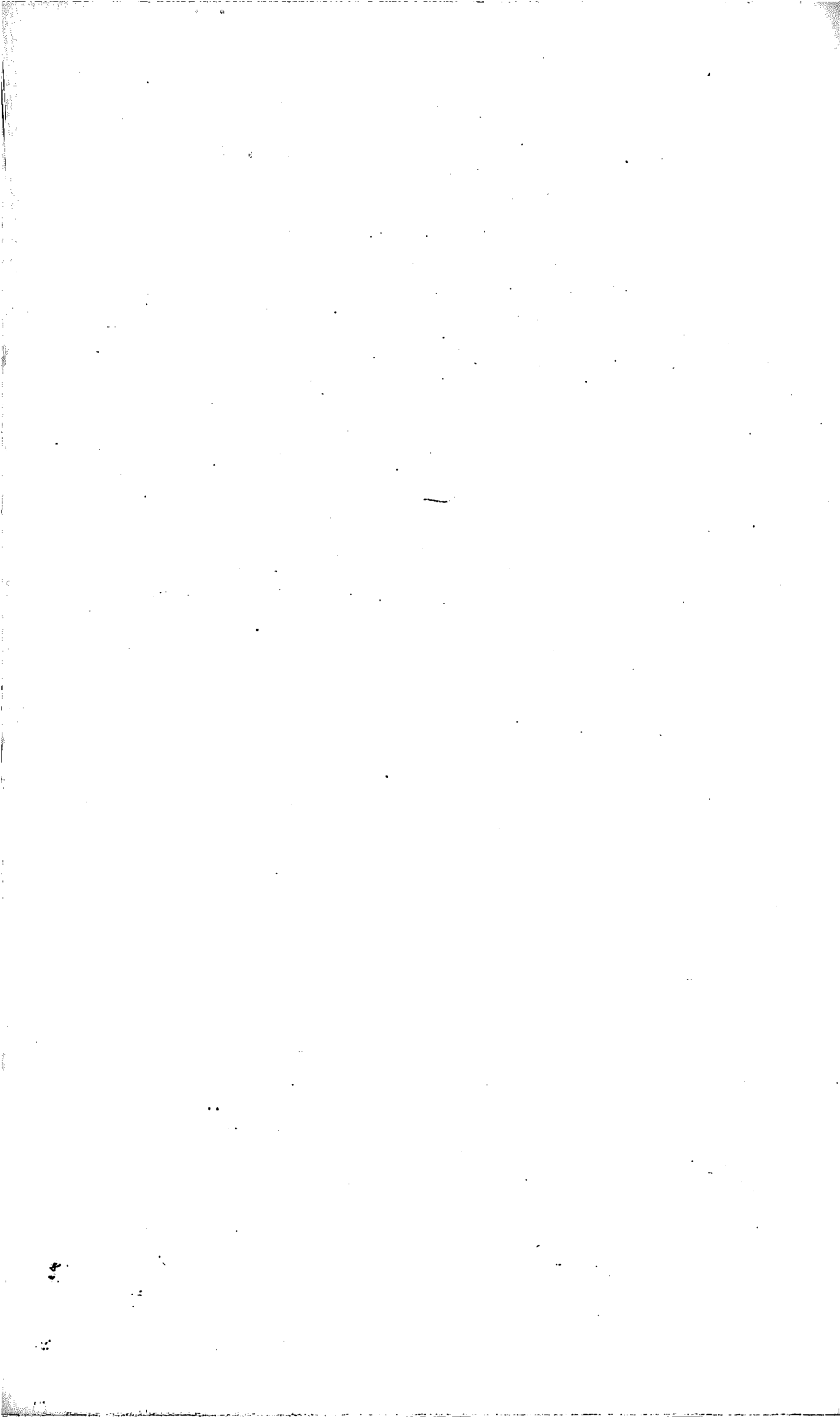
CARACTERISTIQUES POLITIQUES

La situation particulière des étudiants dans la société (non encore intégrés à la classe privilégiée, encore proches du milieu d'origine) explique que leur révolte ne soit pas motivée par les seules revendications catégorielles. Si ces dernières engendrent le malaise et préparent le terrain, d'autres motivations d'ordre politique peuvent avoir un pouvoir fortement mobilisateur, ainsi que l'a montré l'histoire des luttes étudiantes. D'une manière générale, les causes sont imbriquées : des revendications non catégorielles (lutte pour la démocratie, lutte anti-impérialiste) peuvent apparaître au cours d'une lutte syndicale (revendication d'une U.G.E.T. représentative et autonome) parfois même à la suite d'incidents mineurs (décembre 1966, novembre 1970). C'est dire que le milieu étudiant, dans certaines conjonctures, paraît pourvu de réactions complexes, souvent inattendues. C'est qu'il est un milieu réceptif et non un champ clos imperméable à tout ce qui vient du reste de la société. Tout privilégié qu'il puisse paraître par rapport aux couches sociales les plus démunies, il réagit et agit donc comme un corps sensible aux tensions sociales.

Nous avons vu qu'avant l'avènement de la planification, les étudiants, qui allaient subir quelques années plus tard la crise du régime, se rangèrent derrière celui-ci en qui ils virent l'instrument de leur promotion sociale. Nous avons montré aussi qu'avec l'avènement du « socialisme destourien », l'avant-garde étudiante qui commençait à être gagnée par un certain scepticisme au début des années 60, fut édifiée sur son véritable contenu de classe devant les résultats obtenus : paupérisation de la petite bourgeoisie, dégradation des conditions de vie des masses laborieuses, accroissement du chômage obligeant les travailleurs à s'expatrier, enfin, renforcement de la dictature policière et de l'arbitraire bureaucratique. Entraîné par cette avant-garde, le mouvement étudiant a réagi en marquant nettement sa condamnation du régime bourguibiste. A cet égard, mars 1968 représente un tournant pour le mouvement étudiant. Depuis, et malgré l'existence, au sein de celui-ci, d'un courant ben-salhiste englobant les communistes, l'opposition n'a cessé de croître à l'Université, contestant ouvertement et sous tous ses aspects un régime qui s'attaque fondamentalement aux intérêts des masses populaires sans épargner ceux des étudiants.

Les événements de février 1972 ont mis en évidence le niveau élevé de radicalisation atteint par le mouvement étudiant en même temps qu'ils ont montré l'existence en son sein de relents populistes (7). Ces relents, qui sont la réponse à l'absence d'une organisation révolutionnaire du prolétariat prenant à sa charge la défense des intérêts de la paysannerie pauvre, témoignent aussi, et c'est un fait positif, de la volonté des militants les plus politisés d'intégrer les revendications étudiantes dans un programme plus vaste. Il reste que

(7) Soutien proclamé aux paysans pauvres dans les meetings, poème lu au cours de ces derniers « Je suis un paysan », mot d'ordre de révolution socialiste dans les campagnes...



3^e PARTIE

LE MOUVEMENT DE FÉVRIER ET LE MARXISME

Ce sont les groupes politiques d'opposition nés au sein même du mouvement étudiant qui lui ont fourni les éléments qui composent son avant-garde. Il s'agit de formations qui n'ont pas quitté le giron de l'Université, ce qui rend souvent malaisé, pour le militant de base, la distinction entre ces groupes et le mouvement étudiant. Cette difficulté rend compte de certains aspects déjà mentionnés des luttes menées jusqu'à présent : confusion entre organisation syndicale et mouvement politique qui peut aller jusqu'à la négation du rôle du syndicat en tant que tel, et surestimation des capacités révolutionnaires des étudiants. Tels sont les deux aspects dominants du mouvement étudiant, particulièrement à Paris au lendemain des événements de février.

Nous allons passer en revue les différents courants politiques du mouvement avant de faire le bilan de leur pratique au cours des luttes menées.

LES COURANTS POLITIQUES

L'avant-garde étudiante puise l'essentiel de ses références théoriques et politiques dans l'histoire — et particulièrement l'histoire récente — du mouvement ouvrier international. Cette influence de l'international sur le national est liée à l'écho que rencontre le marxisme auprès des étudiants tunisiens. Par la force des choses, le mouvement étudiant va donc se retrouver parcouru par les diverses idéologies du mouvement ouvrier, principalement la tendance révisionniste pro-soviétique et le courant qui se réclame du maoïsme et qui comporte, lui-même, plusieurs variantes.

Les étudiants communistes représentent, au sein du mouvement, la composante qui a agi à contre-courant du développement irrésistible qu'il a connu depuis le Congrès de Korba. En prônant ouvertement un « soutien critique » au pouvoir néo-destourien et un légalisme à toute épreuve tant dans le domaine politique que syndical, ils se sont situés en marge du mouvement de février 1972, aussi bien à Tunis qu'à Paris. La stratégie d'alliance avec les néo-destouriens les a conduits à abandonner ce mouvement et à se cramponner aux structures déshabitées d'une U.G.E.T. squelettique et sclérosée dont la direction n'est même plus, comme jadis, une pépinière de futurs « responsables » mais plutôt un centre de formation d'indicateurs.

elle représente la couche inférieure et la matrice, et s'appuiera à l'extérieur sur l'impérialisme dont elle ne peut être que le valet.

Mais de toutes les façons, même dans la perspective d'une alliance ouvriers-paysans, le premier problème à résoudre est celui de la construction d'un parti prolétarien qui jugera des conditions de l'alliance et occupera le centre de celle-ci en tant que force dirigeante. C'est pourquoi, quand le M.D.M. développe sa stratégie de « front national » avant même la naissance de ce parti prolétarien, il donne de fait, au départ, à la petite et moyenne bourgeoisie, le rôle de direction, ce qui fait du « front national » une véritable opération d'escroquerie politique dirigée contre les masses laborieuses de notre pays.

Certains militants sincères rejettent sans doute cette interprétation des thèses du M.D.M. et refuseront d'admettre que ce dernier joue un tel rôle. Nous leur disons que l'analyse objective ne prend pas en considération les intentions, fussent-elles pures et dures, mais tient compte plutôt de la logique interne d'une stratégie donnée qui, en l'occurrence, fait objectivement le jeu de la bourgeoisie. Sans compter, bien sûr, que la volonté consciente de certains militants du M.D.M. est bien d'orienter ce groupe dans ce sens.

Telle est, à notre avis, l'orientation politique de cette formation au moment où ses militants sont intervenus dans les luttes étudiantes en février 1972. Dans quelle mesure cette orientation a-t-elle déterminé la tournure prise par le mouvement à cette époque ?

Le flou idéologique et politique qui a présidé à la naissance du M.D.M. explique que ce groupe ait pu rassembler, à l'instar de « Perspectives » en 1963, un assez grand nombre de militants, et qu'il ait pu ainsi jouer, au sein du mouvement étudiant, un rôle important dans la mobilisation et la mise sur place des structures organisationnelles. Par là-même, la confusion idéologique et politique du M.D.M. s'est transmise à une grande partie du mouvement. Ce groupe porte ainsi une part de la responsabilité des graves erreurs commises dans la manière de concevoir le fonctionnement du C.A.L. et la conduite des luttes qu'il a menées (voir plus loin « Le C.A.L. et la crise du mouvement étudiant »).

A côté de ces groupes, et témoin de la confusion générale qui règne dans la recherche d'une voie révolutionnaire, il faut signaler l'existence d'un **courant spontanéiste et mao-spontanéiste**, né lui aussi récemment dans le sillage des événements de février 1972. Le culte de « la pratique » et le mépris de la théorie y sont précisément élevés au rang de théorie, tandis que le refus d'un minimum de centralisation dans l'organisation du mouvement étudiant y témoigne d'une méconnaissance totale des exigences du travail syndical et de la vocation d'un mouvement regroupant par définition des courants politiques divers.

Nous avons dit plus haut quel rôle l'action spontanée a joué dans l'explosion de février 1972 et le large mouvement de solidarité qui s'est développé à Paris. Nous pensons donc qu'elle est un signe de vitalité et qu'elle est fondamentale dans la mesure où elle est la première manifestation d'un processus de reconstitution moléculaire du mouvement.

Ce que nous mettons en cause, c'est le spontanéisme érigé en

théorie de l'organisation, car il conduit directement à l'improvisation et, pour certains, à l'apologie de l'inaction. Nous verrons plus loin comment les partisans de la décentralisation absolue, pourtant fondés à réclamer une réorganisation démocratique du mouvement étudiant, en sont arrivés à boudier toute action un tant soit peu coordonnée à l'échelle de Paris et à adopter une conception ruineuse du travail syndical qui a introduit la plus grande confusion sur les objectifs du mouvement et a conduit à des échecs. N'a-t-on pas entendu certains des partisans du spontanéisme affirmer que si le mouvement étudiant devait rester un mouvement syndical, mieux vaut le détruire ?

LE C.A.L. ET LA CRISE DU MOUVEMENT ETUDIANT

La montée des luttes à Paris a résulté d'une poussée de la base. L'organisation des luttes et la répartition des tâches ne pouvaient pas ne pas échoir, au moins en partie, à une direction centrale. Ce fut la naissance du C.A.L.-U.G.E.T., le 8-2-72. Toutes les conditions étaient apparemment réunies pour que le mouvement de solidarité débouchât sur des résultats tangibles à la mesure des dimensions prises par les événements de février à Tunis. Pourtant, il n'en fut rien, et la déception est générale parmi les étudiants à Paris.

Il faut mettre à jour les contradictions du mouvement étudiant pour comprendre les mécanismes de la paralysie du C.A.L.

Le C.A.L.-U.G.E.T. est le résultat de la juxtaposition de représentants des composantes non-communistes vues plus haut. Dans les faits, il a fonctionné comme un cartel, soudé par la volonté de se solidariser avec les étudiants et élèves de Tunisie. Ce ciment ne devait pas résister à l'effet corrosif d'un autre élément, implicite celui-là, constitué par l'arrière-pensée d'« utiliser » le mouvement à des fins partisans, et qui exposait à chaque instant le C.A.L. à l'éclatement.

En effet, chaque groupe a tenté de coloniser le mouvement et d'en monopoliser la direction. Chacun d'eux a essayé d'y faire passer sa conception de l'organisation et sa stratégie. En conséquence, le C.A.L. et les meetings qu'il a présidés ont été beaucoup plus un lieu d'affrontement que des réunions de travail. Bref, représentant la base, le C.A.L. a été en fait prisonnier des chapelles politiques.

Mis à part les étudiants communistes qui refusèrent de reconnaître la représentativité du C.A.L., les autres formations reconnurent en lui la direction du mouvement, tout au moins sur le plan du principe car, comme nous allons le voir, elles s'opposèrent sur le problème de l'organisation.

LE PROBLEME D'ORGANISATION

Deux conceptions se sont affrontées.

Celle des partisans de l'action spontanée, de « l'initiative à la base ». Elle donne aux C.A.L. de base (2), la primauté sur le C.A.L.

(2) Formés à l'échelon de l'Université.

central. Celui-ci n'aurait qu'une existence symbolique, compte tenu de la totale autonomie que cette conception accorde aux C.A.L. de base non responsables, cela va sans dire, devant l'assemblée générale plénière à l'échelon parisien, seule instance représentative de l'ensemble du mouvement.

Celle des partisans d'une direction centralisée du mouvement étudiant. Selon cette conception, les C.A.L. de base permettraient l'organisation de l'activité à l'échelle locale tandis que le C.A.L. central ou collectif de direction émanant des C.A.L. de base serait responsable devant l'assemblée générale plénière de l'exécution de ses décisions et du maintien de l'orientation générale du mouvement, conformément à ses revendications.

Les implications de ces deux modes d'organisation diffèrent les unes des autres.

La conception spontanéiste a, contre elle, son faible pouvoir mobilisateur en phase d'accalmie, lié à l'absence d'impulsion venue de l'organe central, le seul à même d'apprécier les motifs et de juger des conditions d'une mobilisation générale.

Elle a aussi contre elle la fragmentation du mouvement étudiant en autant de citadelles qu'il y aurait de C.A.L. de base du fait des divergences politiques éventuelles. A moins que ces divergences à la base ne condamnent les C.A.L. à ne jamais voir le jour.

C'est justement cette réalité têtue qu'a été l'impossibilité de former des C.A.L. de base qui a constitué, dans les faits, le 3^e argument plaçant contre la décentralisation. Depuis les événements de février 1972, seul le C.A.L. de Vincennes a vu le jour du fait d'une forte concentration d'étudiants, ce qui a conduit ses militants à faire abstraction de la majorité des étudiants non organisés en C.A.L. de base, et à se considérer comme le seul représentant du mouvement (3).

Enfin, il faut insister sur le fait que cette conception expose à l'amenuisement, sinon à la disparition du rôle de l'assemblée générale plénière des étudiants au sein de laquelle, en définitive, doivent être résolus, par-delà les divergences à la base et entre groupes politiques, les principaux problèmes du mouvement étudiant à Paris.

Les avantages qu'est censée avoir, aux yeux de ses partisans, l'organisation décentralisée, sont une participation maximale des militants sur leur lieu de travail et une plus grande initiative de la base, le tout se soldant par une plus grande efficacité pour le mouvement. Quoi de plus logique à première vue ? En fait, le problème n'est pas aussi simple. Outre que la centralisation de la direction n'empêche nullement une grande efficacité à la base compte tenu de l'activité projetée (solidarité avec le mouvement à Tunis), il y a, sous-jacente à la conception décentralisatrice, une stratégie politique qui introduit une confusion sur la nature et les objectifs du mouvement étudiant sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Quant à la conception centralisatrice, elle nous paraît la plus

(3) Les A.G. tenues depuis la naissance du C.A.L. attestent ce penchant. De même, sous prétexte de l'inexistence d'autres C.A.L. de base, le C.A.L. de Vincennes ne reconnaissait pas, en fait, la souveraineté de l'A.G. plénière et les décisions de celle-ci étaient annulées par celles prises à Vincennes (voir problème de l'A.E.M.N.A.F.).

adaptée aux conditions générales (contexte démocratique) et, précisément, au contenu de l'activité étudiante. L'autonomie de la base est assurée en ce que le C.A.L. de base est l'inspirateur de l'activité locale qui doit s'insérer dans le cadre des décisions générales de l'assemblée générale plénière ; celle-ci doit représenter l'ensemble du mouvement étudiant, compte tenu de la diversité des courants politiques qui le traversent. A ce titre, elle est l'instance suprême qui décide de l'orientation et tranche les litiges entre C.A.L. de base et C.A.L. central.

Tels sont les avantages qui nous paraissaient décisifs pour mener à bien les tâches du mouvement. Malheureusement, la pratique n'a pas répondu à l'attente. Pourquoi ?

Il y a une première raison. Le C.A.L. central, élu à la hâte, quoique dans l'enthousiasme, fut un C.A.L. provisoire, très tôt contesté. Boudé par les spontanéistes qui voulaient le réorganiser pour réduire ses prérogatives, il était monopolisé par les groupes qui désiraient le maintenir tel quel à des fins partisans. C'était évidemment prêter le flanc aux adversaires de la centralisation qui revendiquaient, à juste titre d'ailleurs, une réorganisation démocratique pour sortir le C.A.L. du « provisoire »

En définitive, l'apparition précoce de dissensions a fait que le mouvement étudiant n'a vécu ni sur le mode centralisé ni sur le mode décentralisé. L'existence d'un C.A.L. central n'a pas empêché que règne, à tous les niveaux, un certain état d'anarchie et d'improvisation rendant compte, en partie, des échecs du mouvement étudiant.

LE PROBLEME DE STRATEGIE

L'inorganisation du mouvement étudiant n'explique pas à elle seule toutes ses erreurs (4). Il y a une autre raison tenant à la confusion qui a largement régné tant au sommet qu'à la base, entre mouvement syndical et mouvement politique.

Cette confusion a entraîné d'une part des divergences au sein même du mouvement étudiant et, d'autre part, une mauvaise préparation de la bataille qu'il devait mener à l'A.E.M.N.A.F. pour arracher sa représentation au comité directeur (C.D.). La conséquence en a été que, paralysé de l'intérieur, le C.A.L. a été battu par le C.D. sortant.

Le C.A.L. a échoué pour avoir voulu se considérer comme une direction politique. Plus exactement, les groupes politiques ont quasiment tué le C.A.L. pour avoir pris le mouvement étudiant pour un rassemblement politique et avoir voulu y imposer leur propre ligne politique. Cela a eu pour conséquence d'apporter de l'eau au moulin du C.A.L. de Vincennes qui refusait ainsi, à juste titre, une tutelle politique, et de liquer, contre le C.A.L. central, tout le comité directeur et nombre de militants maghrébins de l'A.E.M.N.A.F. qui votèrent contre lui au cours de l'assemblée générale annuelle.

(4) La préparation en catastrophe de l'A.G. annuelle de l'A.E.M.N.A.F., la mobilisation insuffisante aux A.G. du C.A.L., etc., sont à rattacher à l'anarchie qui a régné.

Quelle a été la stratégie politique du C.A.L. ?

Elle a été développée essentiellement autour d'une offensive « anti-révisionniste » généralisée, menée à tous les niveaux (5), et fondée sur l'idée que les « révisionnistes » tunisiens constituent, dans la phase actuelle, « l'ennemi principal » tant à Paris qu'à Tunis. Outre que cette analyse est contestable, « la ligne anti-révisionniste » se heurte à l'hétérogénéité du mouvement étudiant.

En effet, si ce dernier a un contenu politique dans le sens où, à travers ses revendications, il met en cause un régime politique, un choix économique et une idéologie de classe (6) — tout au moins, telle est l'orientation de son avant-garde — il n'est pas pour autant un mouvement politique doté d'une ligne fondée sur une analyse exhaustive engageant tous les étudiants. Ce qui signifie que la diversité des courants exclut a priori que le mouvement s'aligne sur une tendance donnée, fut-elle majoritaire, et se comporte comme une organisation politique. Pour préserver l'unité et l'efficacité du mouvement étudiant, il faut savoir limiter ses objectifs politiques à ceux qui sont nécessaires à son épanouissement en tant que syndicat et éviter les problèmes qui sont du ressort des groupes politiques existants. Cela ne signifie ni que les étudiants doivent s'interdire de militer dans ces groupes, ni que ces derniers doivent s'empêcher de recruter dans le mouvement. Cela signifie tout simplement que ces groupes ne doivent pas confondre sa stratégie — nécessairement limitée — avec la leur. Le propre du mouvement étudiant dans la phase actuelle est que la diversité des tendances politiques qui y militent n'empêche pas leur convergence sur ses principales revendications (congrès extraordinaire, lutte contre la sélection, revendications démocratiques). Il y a donc lieu de tirer un profit maximum de cette convergence pour bloquer l'offensive du pouvoir contre l'Université et le mouvement de février.

Pour ce qui est des tendances néo-destourienne et communiste qui se sont exclues d'elles-mêmes du mouvement en optant pour la direction fantoche de l'U.G.E.T., elles doivent être dénoncées, certes, et fermement combattues, non en raison de leur choix idéologique, mais en raison de leur stratégie au sein du mouvement syndical — stratégie légaliste allant à l'encontre des intérêts fondamentaux de celui-ci (7). Leur dénonciation doit donc être celle de leur caractère fantoche et de la caution qu'elles apportent aux pratiques anti-démocratiques et arbitraires du pouvoir, et non celle de leur essence néo-destourienne (il y a bien des nationalistes au sein du mouvement étudiant) ou révisionniste (le C.A.L. était bien disposé à admettre en son sein les

(5) A.G. du C.A.L. commissions de préparation et A.G. de l'A.E.M.N.A.F., réunions de préparation du comité tunisien d'information et de défense des victimes de la pression en Tunisie, tracts, bulletins du C.A.L., etc.

(6) Il n'en a pas toujours été ainsi, comme le montre l'histoire des premières années du mouvement. Mais même dans ce cas, son contenu politique est réel ; il consistait à appuyer le régime bourguibiste.

(7) Les informations qui sont parvenues laissent penser que, même au sein de ces deux courants, l'unanimité est loin d'être réalisée (voir dans le bulletin n° 1 du C.A.L. la motion des étudiants destouriens de Strasbourg apportant leur soutien au mouvement de février).

« révisos » si seulement ces derniers avaient reconnu sa représentativité).

Il faut donc être clair : **la stratégie du mouvement étudiant ne doit pas se confondre avec un règlement de comptes entre « révisos » et « anti-révisos ».**

Les « anti-révisionnistes » oublient que le mouvement de février qui s'est dressé face au pouvoir et à ses valets ne revendique pas une U.G.E.T. d'où seraient exclus néo-destouriens et communistes, même si cela est supposé être le désir profond de certains étudiants ou certaines tendances. Sa revendication porte fondamentalement, en ce qui concerne l'U.G.E.T., sur son autonomie et sa représentativité, c'est-à-dire sur le rejet de la tutelle du pouvoir, ce qui lui permettrait de fonctionner selon la loi de la majorité pour formuler, face à ce même pouvoir, des revendications démocratiques et syndicales **dans le respect des diverses tendances politiques.**

La logique de la stratégie « anti-révisionniste » conduit à un tout autre résultat, si elle évite en cours de route l'éclatement du mouvement. En effet, considérer les « révisos » comme l'ennemi principal ne déboucherait sur rien d'autre, en toute cohérence, que sur leur exclusion de l'U.G.E.T., tandis qu'au sein de celle-ci continueraient à coexister dans une bonne entente « marxistes-léninistes » et... nationalistes, en attendant l'exclusion de la prochaine tendance qui ne serait pas du goût de la « majorité ». C'est précisément ce qu'ont toujours fait les destouriens, avec l'aide du pouvoir, à l'U.G.E.T., et les communistes tunisiens avec l'aide de leurs collègues du C.D., à l'A.E.M.N.A.F. Et c'est justement contre de telles pratiques que le mouvement étudiant s'est élevé pour réanimer le corps exsangue de l'U.G.E.T. bureaucratisée et réactiver la base d'une A.E.M.N.A.F. fossilisée.

Ainsi, nous ne croyons pas que les groupes politiques et les courants existants aient imprimé au mouvement la meilleure direction pour battre les valets du pouvoir au sein de l'U.G.E.T., en mélangeant tous les problèmes, syndicaux, politiques et idéologiques. La preuve en a été donnée par l'échec du C.A.L. dans la bataille de l'A.E.M.N.A.F.

LA BATAILLE DE L'A.E.M.N.A.F. ET L'ECHEC DU C.A.L.

Quoique n'ayant pas de rapport direct avec le mouvement de février, la préparation de l'assemblée générale annuelle de l'A.E.M.N.A.F. a fourni au C.A.L.-U.G.E.T. l'occasion de se présenter devant la base étudiante maghrébine comme le porte-parole légitime de la masse des étudiants tunisiens à Paris. Malheureusement, la bataille menée pour élire les représentants de ces derniers au C.D. fut très mal engagée. En effet, le C.A.L. enfourcha là aussi le cheval de bataille de « l'anti-révisionnisme », faisant fi du libre choix politique de la base maghrébine et des différentes composantes du C.D. Cela devait le conduire, malgré le grand nombre de militants qui le soutenaient, à s'isoler totalement et à faire le jeu de ceux qu'il était censé combattre. Les communistes eurent beau jeu, en effet, de dénoncer, outre le « confusionnisme » et « l'aventurisme » du C.A.L., son « anti-communisme ». Certes, l'accusation est facile et les communistes y

ont recours chaque fois que leur ligne est menacée ; mais en l'occurrence, et à y voir de plus près, nous devons reconnaître qu'il peut y avoir un problème.

En effet, pour un nationaliste — avéré ou qui s'ignore — censé avoir sa place dans le mouvement étudiant, que signifie le « révisionnisme » ? Une collaboration des communistes avec le régime bourgeois en place ? Cela ne peut le gêner, éventuellement que sur le plan pratique du fait de son opposition à la fraction de la bourgeoisie actuellement au pouvoir. La trahison des intérêts de la classe ouvrière ? Il ne peut fondamentalement que s'en réjouir.

Soyons sérieux ! Il faut être inconscient, politiquement myope ou... tout simplement nationaliste pour ne pas admettre que nombre d'éléments, et non des moins vuvilents, membres à part entière du mouvement étudiant, en marchant avec le C.A.L. sous la bannière de « l'anti-révisionnisme » ont donné tout simplement libre cours à leur anti-communisme. A cet égard donc, la stratégie du mouvement étudiant a fait objectivement le jeu des vrais anti-communistes dont le mouvement n'est pas exempt (8).

Il y a plus : cette stratégie a engagé le C.A.L. dans des contradictions dont la plus évidente est celle-ci : si le « révisionnisme » est l'ennemi n° 1 du mouvement étudiant tunisien, comment admettre alors, sur le plan du principe, que le C.A.L. ait envisagé de se faire représenter au C.D. où la composante algérienne est, en totalité, « révisionniste » et la composante marocaine l'est partiellement ? S'asseoir à la même table que son ennemi pour gérer les affaires de l'A.E.M.N.A.F., voilà qui est bien singulier. A moins qu'il ne s'agisse pas du même « révisionnisme », mais alors on ne s'en sort plus ! En réalité, la ligne « anti-révisionniste », en créant l'illusion d'une radicalisation du mouvement, laissait la porte ouverte au compromis avec les « révisionnistes » du C.D. où les représentants du C.A.L. auraient été dans l'obligation soit de composer avec eux — ce qui implique qu'ils mettent « l'anti-révisionnisme » au vestiaire — soit de démissionner en cours d'exercice — ce qui suppose une attitude non opportuniste —. Dans cette dernière hypothèse, il eut mieux valu dès le départ, ne point jouer le jeu et rester enfermé dans la logique de la « non-participation » à l'assemblée générale annuelle. Cette attitude, par ailleurs erronée compte tenu de l'intérêt réel que représente l'A.E.M.N.A.F. pour le mouvement étudiant, aurait eu au moins pour elle la cohérence, et les principes en seraient sortis indemnes (9).

C'est justement ce qu'ont essayé de faire, conformément à leur propre logique, les membres du C.A.L. de Vincennes qui ont boycotté l'assemblée générale de l'A.E.M.N.A.F. du 23-4-72, sous prétexte que

(8) Cet aspect du problème ne doit pas faire oublier, bien sûr, la légitimité des revendications du C.A.L. Au sein de l'A.E.M.N.A.F., il représente, bien plus que les quelques communistes tunisiens, la composante tunisienne. Enracinés dans l'A.E.M.N.A.F. et refusant le jeu démocratique qu'ils feignent de respecter tout en le faussant par des pratiques procédurières, les communistes créent de leurs propres mains une situation qui fait le jeu des anti-communistes.

(9) En fait, la bataille de l'A.E.M.N.A.F. engagée sous la bannière de « l'anti-révisionnisme » était conduite par les militants du M.D.M. et de « Perspectives », qui, dans la course engagée pour l'occupation des sièges au Comité Directeur, s'embarrassaient peu, à l'exception de quelques militants conscients, des contradictions engendrées par la ligne stratégique suivie.

celle-ci ne représente rien et ne conduit à rien. Cette attitude découle d'une méconnaissance totale du rôle du syndicat et d'une confusion entre travail syndical et travail politique. D'où le penchant à utiliser « la base » étudiante comme milieu d'agitation politique, et le rejet de tout cadre organisationnel un tant soit peu centralisé. D'où, aussi, la forte attraction qu'exerce le travail en milieu immigré — actuellement milieu inorganisé par excellence — considéré comme la tâche principale et purificatrice du mouvement étudiant qui doit être « partie intégrante du mouvement de masse » (traduire : qui doit s'identifier au mouvement de masse) et doit donc cesser de se poser en entité. Cette conception veut ignorer la nature du mouvement étudiant mais se heurte cependant à son hétérogénéité politique. « La ligne de masse » qu'elle préconise suppose résolu nombre de problèmes. Aussi, ses partisans en arrivent-ils à prôner l'atomisation du mouvement pour obtenir l'homogénéité « à la base » et rendre ainsi possible un minimum d'activité. Concrètement, ce qui est sorti du C.A.L.-Vincennes depuis février 1972, c'est une phraséologie populiste sous-tendue par des analyses empreintes de scientisme (10) et conduisant, ni plus ni moins, à l'abandon de toute action de masse organisée exigeant un minimum de discipline et de coordination. Bref, il s'agit là du comportement-type de l'intellectuel petit-bourgeois anti-autoritaire et individualiste. Comment expliquer autrement le boycott des initiatives prises à l'échelle du C.A.L. central et appuyées par la masse des étudiants, qu'il s'agisse de la préparation de la bataille de l'A.E.M.N.A.F., ou de la mise sur pied du Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la Répression ?

Les perspectivistes ont, eux aussi, abandonné le mouvement selon une autre logique : l'**opportunisme**. Ces ex-champions de l'A.E.M.N.A.F. et de l'alliance avec les « révisos » ont fait fausse note le 23. Certains seulement de leurs militants étaient présents, sans doute à titre... d'observateurs. Cette désertion est-elle due au désir de ne pas se couper du C.A.L. de Vincennes où le groupe « Perspectives » entretient une antenne ? Ou bien est-elle motivée par le fait qu'aucun représentant de ce groupe n'a été élu par la commission du C.A.L. comme délégué des étudiants tunisiens au C.D. ? Ou encore, est-elle le résultat de la réorganisation alors en cours du M.D.M., qui a désavantagé « Perspectives » représenté au sein de ce groupe et qui s'est trouvé ainsi en perte de vitesse au sein du mouvement étudiant ?

Il ne s'agit pas pour nous de donner la bonne réponse. Il est même possible que ces raisons, qui se complètent, aient joué toutes à la fois. Il importe plus de souligner que les perspectivistes, en faisant preuve d'opportunisme, ont fait passer leurs intérêts de groupe avant ceux du mouvement, ce que ne laissait pas prévoir l'intense activité qu'ils avaient déployée dans la semaine qui a précédé la 1^{re} assemblée générale du 19-3-72. Il est vrai qu'à cette époque le contexte à Vincennes et au sein du M.D.M. leur était plus favorable et qu'ils nourrissaient fortement l'espoir d'accéder à la magistrature suprême à l'A.E.M.N.A.F.

(10) Voir le Bulletin du C.A.L. Vincennes, N° spécial : « Bilan ».

Telles sont les conceptions qui ont prévalu, à des degrés divers, au sein du mouvement étudiant tant sur le plan organisationnel que sur celui de la stratégie des luttes. Elles expliquent les hésitations, les erreurs et le gâchis des forces et du potentiel de sympathie dont a bénéficié le C.A.L.

Certes, les choix ont été faits démocratiquement en ce sens que la majorité des étudiants les a appuyés, tout particulièrement en ce qui concerne « l'anti-révisionnisme ». Mais les éléments les plus conscients, tout en acceptant la loi de la majorité, devaient-ils s'engager dans la surenchère ultra-gauchiste et cautionner l'hystérie anti-révisionniste sous prétexte que « la base » en a décidé ainsi ? Nous ne le croyons pas, parce que nous sommes convaincus que l'hystérie est étrangère au marxisme-léninisme révolutionnaire.

C'est fidèles à ce principe et en étroite liaison avec le mouvement, que nous n'avons cessé, quant à nous, d'amener par le dialogue, le maximum de camarades à reconsidérer la stratégie du mouvement (11). Certes, il en fallait plus pour inverser le courant et gagner la bataille de l'A.E.M.N.A.F. ; mais il est encore temps de tirer froidement pour l'avenir les leçons de l'expérience vécue.

Pour notre part, nous avons entamé, au cours même du processus des luttes, la réflexion sur tous les problèmes qui se sont posés, afin d'essayer de formuler la problématique étudiante et de définir la place du secteur étudiant dans le processus révolutionnaire en Tunisie, et tout particulièrement dans la construction de l'organisation révolutionnaire.

(11) A la veille de l'A.G. du 23-4-72, le tract diffusé par le C.A.L. tranchait avec les textes antérieurs. C'était là le résultat d'une prise de conscience de nombreux camarades concernant la stratégie erronée du C.A.L.

CONCLUSION

LA PROBLEMATIQUE ETUDIANTE ET LES TACHES IMMEDIATES DES INTELLECTUELS REVOLUTIONNAIRES

L'histoire du mouvement étudiant tunisien est celle de ses rapports avec le pouvoir. Ces rapports ont oscillé du « beau fixe » à « l'orage » durant ces vingt dernières années.

Reliés au pôle idéologique bourgeois par la place qu'ils sont appelés à occuper dans la société, les étudiants n'en ont pas moins subi en effet, ces dernières années, le contre-coup de la crise du système : au niveau de leurs intérêts catégoriels et indirectement du fait de leur origine sociale.

La fonction particulière de l'enseignement dans notre société (vecteur de l'idéologie bourgeoise et instrument de perpétuation de l'exploitation) n'a pas empêché que l'Université soit aussi un vecteur pour les idées révolutionnaires et un instrument de promotion pour de nombreux éléments d'origine populaire. Cela a donné à la contestation étudiante une dimension particulière qui a effrayé le pouvoir, sensibilisé l'opinion publique, mais aussi abusé l'avant-garde étudiante.

En effet, dans une situation de crise générale, l'absence fortement ressentie d'un parti révolutionnaire a porté cette avant-garde à surestimer les capacités révolutionnaires du mouvement étudiant et à se méprendre sur son véritable rôle.

Cette erreur d'appréciation a conduit à des erreurs stratégiques. Avancer, en mars 1968, les mots d'ordre de révolution prolétarienne et de destruction de l'Etat bourgeois, revient à vouloir résoudre au sein de l'Université une contradiction qui ne peut se résoudre qu'à l'échelle nationale. Cette même tendance s'est manifestée en février 1972, de manière spontanée, à la base, sous divers slogans. Dans un autre ordre d'idées, la campagne « anti-révisionniste » menée par le C.A.L. équivaut à vouloir résoudre au sein d'un syndicat étudiant le difficile problème de la dégénérescence du mouvement ouvrier international qui est du ressort des organisations révolutionnaires nationales et internationales.

En mars 1968, comme en février 1972, il y a eu une confusion entre stratégie syndicale et stratégie politique, résultant d'une substitution des groupes politiques au mouvement étudiant.

Il faut pourtant se rendre à cette évidence que le syndicat étudiant ne s'identifie pas à une organisation révolutionnaire, ni sous la forme atomisée de comités de base préconisés par la conception spontanéiste, ni sous la forme centralisée dominée par un ou plusieurs groupes politiques. Les militants conscients doivent prendre le mouvement étudiant pour ce qu'il doit être : **un mouvement syndical fortement**

politisé et non une organisation politique, un mouvement par où transitent sans cesse des générations d'étudiants destinés à s'intégrer dans différentes couches sociales, et non une classe sociale déterminée.

C'est en prenant conscience de ces limites que les militants révolutionnaires définiront pour leur mouvement une stratégie adéquate et une juste place dans la lutte que doivent mener, sur tous les plans, contre le pouvoir, les masses laborieuses organisées. Sinon, l'impatience révolutionnaire et le « substitutisme » des groupes conduiront inévitablement à des défaites cuisantes et décourageantes pour la masse des étudiants.

Terrain fertile où les révolutionnaires doivent travailler pour gagner toujours plus d'intellectuels à la cause du prolétariat, le secteur étudiant est à ce titre un secteur important. La crise de l'enseignement et la crise idéologique du régime font du milieu étudiant un secteur sensible aux tensions sociales, politisé et organisable hors de l'Université sur la base d'objectifs dépassant le cadre universitaire. L'origine populaire d'un grand nombre d'étudiants permet la pénétration du marxisme dans des couches sociales directement intéressées par la révolution et qui, pour le moment, sont très éloignées des groupes existants.

Tels sont, à notre avis, le rôle du mouvement étudiant et l'importance qu'il faut lui attribuer politiquement.

L'objectif fondamental des révolutionnaires reste la constitution, dans le prolétariat et la paysannerie pauvre, de noyaux révolutionnaires conscients pour lesquels le secteur étudiant, parmi d'autres, constituera un point d'appui. En aucune façon on ne peut affirmer que le Parti révolutionnaire naîtra comme une excroissance du mouvement étudiant. Entre les luttes universitaires et la lutte de classes, la relation n'est pas directe et la jonction n'est pas d'ordre mécanique. En d'autres termes, l'avant-garde étudiante ne peut à travers la seule radicalisation du mouvement étudiant, aussi puissant et explosif soit-il, se transmuier en avant-garde du prolétariat. Sans doute, les intellectuels révolutionnaires jouent-ils un rôle de première importance pour la construction du Parti révolutionnaire, **mais c'est sur le terrain du prolétariat et avec lui que cette construction se fera.**

Aussi, nulle organisation existante actuellement ne peut prétendre représenter aujourd'hui l'avant-garde révolutionnaire. A cet égard, la naïveté de certains groupes montre bien qu'ils n'ont pas tiré les leçons des échecs passés. Leur prétention à vouloir se présenter comme le détenteur de la vérité marxiste-léniniste n'est rien moins qu'une attitude anti-marxiste et anti-léniniste.

L'expérience du mouvement étudiant — pour ne point parler de l'expérience du mouvement révolutionnaire dans le monde — devrait au contraire inciter à plus de modestie. La phraséologie révolutionnaire ronflante dans certaines bouches « patriotes » donne en effet à réfléchir sur la nature de certaines formations devenues la planche de salut de transfuges d'organisations nationalistes.

Il faut donc bien reconnaître que les révolutionnaires tunisiens ont encore beaucoup de pain sur la planche, tant sur le plan théorique, qu'organisationnel, sans parler des tâches pratiques qui en découlent.

Le retard qu'ils ont accumulé et qu'aggrave l'émiettement de la

gauche devrait leur faire prendre conscience de l'impérative nécessité du débat théorique et politique franc dans leurs rangs. Seul un tel débat mené dans un esprit de démocratie révolutionnaire hors de toute manœuvre, de tout opportunisme et de tout esprit de suffisance, pourra faire reculer le dogmatisme qui stérilise la pensée marxiste, et son sous-produit le sectarisme, et rapprochera l'heure d'émergence d'une avant-garde authentiquement révolutionnaire. Hors de cette voie, certains groupes continueront à patauger dans le marais du populisme et du culte des masses, pendant que d'autres, sous le couvert du marxisme-léninisme, poursuivront ouvertement ou non la réhabilitation idéologique des diverses variantes du nationalisme condamnées sans appel par l'Histoire, aussi bien en Tunisie que dans les autres pays arabes.